



« la Martinique
est un territoire
de passion(s)... »

JEAN-PAUL JULIA

Directeur général du Groupe BRED

VISION ET STRATÉGIE OUTRE-MER

- SERGE LETCHIMY. LE DISCOURS DE LA MÉTHODE ?
- FILIÈRE BABANE. LES PLANTEURS PERDENT LA BANANE
- TRADITION LOCALE / NOËL. CACAO, CHOCOLAT ET COCHON CRÉOLE
- UKRAINE - LE RÉCIT DE LAURENT CYPRIA



Nos **propres** solutions font la **différence**



CLEANBUILDING

Nos **propres** solutions
font la **différence**

> Bio nettoyage

> Nettoyage industriel

> Nettoyage de facades

> Nettoyage spécifique

Désinfection ultime



Membre de la Fédération
des Entreprises de Propreté (F.E.P.)

> Plus de 40 ans d'expérience

CLEANBUILDING

Tél. : 0596 42 70 70 • Port : 0696 72 20 50

Imm. Dillon 3000 -17, rue G. Eucharis - 97200 Fort de France

Tél.: 0596 42 70 70 - Fax : 0596 50 30 50 - Mail : a.daclinat@belliard.mq



POUR JOINDRE LA RÉDACTION :

ANTILLA, 7 Rue Paul Gauguin
97232 Le Lamentin, Martinique
Tél.: 0696 73 26 26 / 0595 75 48 68
Email : philippe@antilla-martinique.com
CPPAP 1122 C 86520
ISSN 0757555

DIRECTION/RÉDACTION

Directeur de la publication :

Philippe PIED : 0696 73 26 26

Directeur de la rédaction :

Henri Pied : 0596 75.48.68

Rédaction :

Henri Pied, Gérard Dorwling-Carter, Mike Irasque, Philippe Pied, Nathalie Laulé, Nadia Celcal, Judes Duranty, Nicolas Manceau, Thibaut Charles, 3ed

Conception :

Philippe Pied

Marketing et Publicité :

ANTILLA

Tél.0696 73 26 26

philippeped@gmail.com

Impression :

Toniprint Imprimerie

ATTENTION :

Les documents, manuscrits ou non, restent la propriété de la rédaction.

BUREAUX :

60 Jambette-Beauséjour

97200 Fort-de-France

SITE INTERNET :

www.antilla-martinique.com

viàATV
C'EST MA TÉLÉ

ileco
Radio
Imagine

ÉDITORIAL

...Le reflet d'une Martinique optimiste et dynamique...

Chers lecteurs,

En cette fin d'année, Antilla se projette avec enthousiasme vers 2024. Nous vous promettons plus de pages, plus de magazines, plus de dossiers, et une présence accrue sur le digital et les réseaux sociaux.

Antilla se réinvente, tout en gardant son essence : un reflet fidèle d'une Martinique optimiste et dynamique.

Ce numéro de décembre marque l'aboutissement d'une année riche et le début d'une nouvelle étape passionnante pour Antilla.

Vous lirez ici les principaux défis auxquels sont confrontés les **planteurs de bananes de Martinique**, illustrant les difficultés de la filière et soulignant l'importance de trouver des solutions durables pour soutenir cette industrie vitale.

En parallèle, Mike Irasque décode à sa façon la conférence organisée par **Serge Letchimy** à destination des décideurs économiques.

Un autre point fort de ce numéro est la « **1ere Convention Interterritoriale sur la Décarbonation du Logement Social Ultramarin** ».

Cette convention a mis en lumière des stratégies essentielles pour un développement durable dans le secteur du logement, ouvrant la voie à des initiatives collaboratives et innovantes pour un avenir plus vert.

Enfin, nous célébrons les traditions festives de fin d'année avec un focus sur le triptyque **cacao, chocolat et cochon créole**. Ces éléments emblématiques de notre culture culinaire reflètent le riche héritage et la diversité de la Martinique.

En 2024, Antilla continuera à être à la pointe de l'information, en capturant l'esprit de notre île et en vous apportant des écrits qui façonnent notre île.

Joyeuses fêtes et à l'année prochaine pour encore plus de découvertes passionnantes !

Philippe Pied



AIRFRANCE
S'ENVOLER EN TOUTE ÉLÉGANCE



RICHÈS KARAYIB
We can make the Caribbean Bigger!

9 DEC. 2023
18H30 (6.30PM)

Hosted by Millia + Yannick

GRATUIT - FREE EVENT

LE GRAND RASSEMBLEMENT

Revivez une année riche en culture et en diversité

THE BIG GATHERING

Relive a year of cultural richness and diversity



RICHÈS KARAYIB *Voices*

7 Finalists



ANGUILLA



MARTINIQUE



TRINIDAD & TOBAGO



DOMINIQUE



BARBADOS



SAINTE-LUCIE



GUADELOUPE

WELELE BANN' + DOMINIK COCO + VICTOR O + AM4

VILLA FL, LE LAMENTIN, MARTINIQUE

Réservation sur **Weezevent** & **BIZOUK!**

@richeskarayib

+596 696 755 874 +596 696 709 000



soi kai malade

TRACE



The project Richès KARAYIB is co-financed by the INTERREG Caraïbes program through the European Regional Economic Development Fund



03 L'ÉDITO DE PHILIPPE PIED

3 Antilla, hier, aujourd'hui... et demain...

12 L'INVITÉ JEAN-PAUL JULIA

Directeur général du Groupe BRED



06 ACTUALITÉ

6 FILIÈRE BANANE.

Les planteurs perdent la banane

08 ÉCONOMIE/POLITIQUE

18 SERGE LETCHIMY. Le discours de la méthode ?

50 JOAO PEREIRA. Gérant de SOLARPRO

22 VOYAGE

69 UKRAINE – Le récit de Laurent Cypria



66 SOCIÉTÉ

66 Taxe d'habitation sur le logement étudiant, un « bug » de l'administration fiscale sème la panique chez les étudiants ultramarins et suscite l'indignation des parents.



54 TRADITION LOCALE / NOËL

64. CACAO, CHOCOLAT ET COCHON CRÉOLE

Le Parc Naturel Régional de Martinique (PNRM) se consacre à la valorisation des produits patrimoniaux locaux, notamment le café, le cacao et le cochon créole. Il mène des recherches et travaille à structurer et réhabiliter ces filières, notamment en relançant la production de cacao, secteur prometteur et de haute qualité. Après une période de déclin, cette culture connaît un renouveau grâce aux efforts du PNRM et du Pôle Agroalimentaire Régional de la Martinique (PARM), répondant à la demande des chocolatiers locaux.





Les planteurs perdent la banane !

La banane française, autrefois favorite, est aujourd'hui plongée dans une crise économique et commerciale sans précédent. Confrontée aux défis de la mondialisation, des normes strictes et de la concurrence étrangère, cette filière essentielle des Antilles traverse des temps difficiles. Face à des conséquences potentiellement graves, les producteurs de Martinique et de Guadeloupe engagent des débats avec l'État pour trouver des solutions.

La banane occupe une place de choix dans l'alimentation quotidienne des français. Avec une consommation atteignant environ 11 kilogrammes par habitant, et par an. Il s'agit du deuxième fruit le plus apprécié en France, derrière la pomme. Mais alors que les consommateurs voient cet aliment comme une source de bien-être, pour ceux qui le produisent, c'est une autre histoire. Derrière cette peau jaune se cache en réalité des défis majeurs auxquels les agriculteurs français de la filière font face.

Pendant des décennies, le commerce de la banane en France a prospéré sous l'ombre de la "Préférence

nationale". Ce principe accordait des avantages significatifs aux producteurs locaux en favorisant les produits nationaux sur le marché.

Ce fruit exotique, cultivé principalement aux Antilles, sur les îles de Martinique et de la Guadeloupe, bénéficiait ainsi d'une position privilégiée. Cependant, l'essor de la mondialisation et les changements dans les politiques commerciales ont marqué la fin de cette ère.

C'est à partir des années 2000 que le marché de la banane connaît une première chute. La préférence nationale disparaît, mettant la filière à mal. À cette époque, les producteurs commencent également à faire face à des problèmes structurels, créant ainsi un environnement extrêmement instable pour cette filière antillaise. Pour répondre à cette situation, des groupes de planteurs décident de créer, en 2003, l'UGPBAN (Union des groupements de producteurs de banane) afin de consolider leurs

« **DERRIÈRE LA BANANE SE CACHE EN RÉALITÉ DES DÉFIS MAJEURS AUXQUELS LES AGRICULTEURS FRANÇAIS DE LA FILIÈRE FONT FACE** »

C'est à partir des années 2000 que le marché de la banane connaît une première chute.

forces, mutualiser les coûts de production et défendre collectivement les intérêts de la filière, particulièrement vulnérable à la concurrence étrangère. En 2006, ils bénéficient d'une aide de l'Etat appelée le POSEI (Programme d'Options Spécifiques à l'Eloignement et à l'Insularité) visant à atténuer plusieurs de leurs contraintes.

Malheureusement, tous ces efforts et initiatives n'auront pas empêché les producteurs d'être confrontés à une série de difficultés sans fin. Entre les problèmes liés aux conditions climatiques, les coûts de productions trop élevés ou encore les réglementations françaises et européennes, les planteurs sont sur le point de craquer. Les autres filières de l'agriculture française étaient déjà à bout de souffle depuis plusieurs années et la banane n'y échappera pas.

UNE FILIÈRE ANTILLAISE EN PÉRIL

"Aujourd'hui, nous ne sommes plus en mesure de pouvoir produire comme il y a 20 ans," indique Francis Emonides, propriétaire d'une plantation de 10 employés, en Martinique. "Pour nous adapter nous avons été contraints de changer nos méthodes de production.

Certains pesticides nous ont été retirés. Par rapport aux réglementations européennes, nous sommes donc obligés de nous débrouiller par nos propres moyens."

Concernant les réglementations françaises et européennes, la filière bananière est sous contrôle de normes strictes en matière de production agricole. Ces mesures visent à assurer la sécurité alimentaire et à minimiser l'impact environnemental en imposant des restrictions sur l'utilisation de certains produits chimiques et à définir des pratiques agroécologiques. "Nous sommes parvenus à ce résultat, principalement par nos propres moyens, reprend le producteur martiniquais. Cependant, il y a des conséquences : nos coûts de production ont fortement augmenté."

Aujourd'hui dans une position délicate, plusieurs d'entre eux sont sans défense face à plusieurs défis naturels. Cette vulnérabilité se manifeste sur le plan financier, où les producteurs, malgré leurs



efforts pour s'adapter, se trouvent souvent contraints de prendre des mesures drastiques. Pour répondre aux difficultés économiques, certains, comme Francis Emonides, sont contraints de diversifier leurs cultures pour assurer une source de revenus alternative, bien que cette stratégie nécessite tout de même de lourds investissements.

Plusieurs de ces cultivateurs confient se sentir abandonnés par l'État français ainsi que l'Union Européenne, à cause de la stagnation de leur situation. A plusieurs reprises les planteurs ont fait part de leur détresse ce à quoi les autorités ont promis des changements.

Plusieurs de ces cultivateurs confient se sentir abandonnés par l'État français ainsi que l'Union Européenne, à cause de la stagnation de leur situation.

Ces engagements ne se sont pas toujours traduits en actions concrètes sur le terrain. "Nous avons ce sentiment d'être des Français, non pas à part entière, mais entièrement à part," confie Alexis Gouyer, président de Banamart, l'un des leaders du marché de la banane en Martinique. "Le plus souvent, nos relations avec l'Etat étaient exécrables, bien qu'il faut reconnaître qu'à présent elle commence à s'améliorer. Il est crucial que les autorités comprennent que la filière de production de bananes des Antilles est l'une des plus vertueuses de France, malgré le fait qu'elle soit confrontée à de nombreux problèmes".

LES PRODUCTEURS FACE À L'IMPASSE ÉCONOMIQUE

Avant les annonces du CIOM (Conseil Interministériel de l'Outre-Mer) du 18 juillet dernier, les planteurs espéraient trouver des

solutions pour leur situation. Une promesse d'aides agricoles d'une valeur de 10 millions d'euros avait été formulée, offrant un nouvel espoir à cette filière. Pourtant, ils ne toucheront jamais cette aide. "Pour ce gouvernement, les aides telles que le POSEI et le FEADER (Fonds européen agricole pour le développement rural) sont suffisantes pour subvenir à nos besoins, or, ce n'est pas le cas," réagit Ulysse Mudard, producteur et ancien président de la FDSEA de Martinique. "Certes, il aide à payer des charges, mais ce n'est pas assez. Nous refuser une telle aide, c'est considérer que la banane ne fait pas partie de l'agriculture."

Si certains exploitants affirment croire en un avenir avec des solutions durables,

d'autres, tels que Ulysse Mudard, expriment des doutes quant à la possibilité de préserver convenablement l'avenir de la banane française. "Si d'ici décembre on ne trouve pas de solution, je pense qu'il risque d'y avoir des surprises, reprend-t-il. Beaucoup d'exploitations commenceront à fermer. Des gens seront donc au chômage mais il y a aura surtout des terres vides, vu qu'elles ne seront pas utilisées. Cela arrangera les projets de certains élus qui mènent depuis des années des politiques anti-bananes. Étant donné que ces hectares de terre seront vides, ils pourront facilement les reprendre pour par exemple entreprendre des projets tels que des constructions de logements."

LA BANANE DOLLAR

Tous ces changements arrangent les affaires de la concurrence étrangère. En plus de devoir faire face à ses propres difficultés, la banane française doit faire face à un adversaire, déjà très présent sur son territoire, depuis des années : la banane dollar. Produites en Amérique latine, ces bananes sont souvent vendues à des prix compétitifs, créant ainsi des défis économiques pour les

« **IL EST CRUCIAL QUE LES AUTORITÉS COMPRENNENT QUE LA FILIÈRE DE PRODUCTION DE BANANES DES ANTILLES EST L'UNE DES PLUS VERTUEUSES DE FRANCE** »



producteurs locaux qui doivent rivaliser en termes de coût et de qualité sur le marché mondial. En plus de posséder déjà plusieurs avantages, la vente de ce produit américain est favorisée par la politique européenne. Ses tarifs douaniers ont été allégés par Bruxelles, facilitant ainsi son accès sur notre territoire.

“Pouvoir comprendre la raison d’une décision telle que celle-ci, c’est quelque chose qui me dépasse”, s’exaspère Jean Claude Marraud des Grottes, administrateur de Banamart et d’UGPBAN. Cette faveur que l’Europe fait à la banane dollar crée une véritable distorsion économique et commerciale sur le marché. En temps normal, il y a ce qu’on appelle “la clause miroir” afin de pouvoir faire en sorte que tout le monde ait les mêmes règles. Or, dans notre cas, le miroir est cassé.” Aujourd’hui, en France, la banane dollar représente déjà près de 35% des parts de marché.

À cette asymétrie économique et commerciale s’ajoute un déséquilibre dans les modes de production. Alors que notre produit antillais, est cultivée avec soin sur des terres locales et est récoltée à dos d’homme, la banane dollar, elle, est répandue massivement par



« LA FILIÈRE BANANE REPRÉSENTE L’UN DES PRINCIPAUX PILIERS DE L’ÉCONOMIE MARTINICAISE ET GUADELOUPÉENNE. »

avion pour répondre à la demande mondiale. “Voici un autre type de distorsion dont nous pouvons parler : le manque d’équilibre au niveau sanitaire, renchérit Jean Claude Marraud des Grottes. Dans les pays où la banane dollar est produite, les autorités n’ont aucun mal à favoriser l’utilisation de certaines molécules aux méthodes que nous pratiquons en Europe. C’est désormais l’équivalence qui dicte les règles.”

Si la perte de la valeur de ce fruit peut-être une mauvaise nouvelle pour la France, les conséquences peuvent devenir beaucoup plus graves pour les départements où il

est produit. Il représente l’un des principaux piliers de l’économie martiniquaise et guadeloupéenne. “Les tarifs de transport maritime sont équilibrés grâce à l’exportation de bananes, explique Michel Branchi, économiste et ancien commissaire de la concurrence et des prix. Lorsque nous expédions des bananes, le concept de “fret retour” entre en jeu. Si la valeur des bananes diminue, cela entraînerait une augmentation des tarifs de fret pour d’autres marchandises ordinaires.”

A LA RECHERCHE DE SOLUTION

Face aux multiples défis, les producteurs ont manifesté à maintes reprises pour attirer l’attention sur leur situation précaire et réclamer des solutions. À travers ces

mouvements, ils ont appelé les pouvoirs publics à prendre des mesures concrètes pour sauvegarder leur activité et assurer la pérennité de la filière. Les solutions recherchées couvrent un large éventail de préoccupations, allant de l'obtention d'aides d'urgence au renfort de l'exportation locale de bananes.

Parmi les solutions qui sont le plus souvent citées, on retrouve celle de la modernisation de l'agriculture française. L'usage de drones offre la possibilité d'appliquer des traitements ciblés et efficaces, notamment contre des maladies telles que la cercosporiose noire de la banane. Cela peut contribuer à optimiser les pratiques culturales, réduire l'usage des produits phytosanitaires, et ainsi améliorer la durabilité de la production de bananes.

Malgré les nombreuses solutions proposées, la réalité sur le terrain demeure complexe. Les producteurs, confrontés à des contraintes administratives, peinent à mettre en œuvre ces initiatives. De plus, les autorisations nécessaires à l'utilisation de certaines technologies peuvent être difficiles à obtenir, entravant ainsi la mise en place rapide de solutions novatrices. "Nous inciter à faire en sorte de ne plus utiliser les mêmes



méthodes qu'avant, c'est bien, nous accompagner convenablement dans cette transition, c'est mieux, exprime Francis Lignières, planteur à la retraite et président du groupement bananier de Guadeloupe. C'est assez malheureux de pouvoir se dire que le marché français ne peut même pas bénéficier d'un développement commercial correct. Aujourd'hui les bananes latino américaines sont très présentes dans les super-marchés et personne ne dit rien !"

Parmi les propositions fréquemment avancées figure celle de la revalorisation des aides existantes, notamment du POSEI. De nombreux planteurs convergent sur l'idée que sans une révision à la hausse de ces aides, peu de progrès concrets peuvent être réalisés. Cependant, les propositions telles que celle-ci sont souvent refusées, voire ignorées par l'Etat français ou même l'Europe.

"Il n'y a pas 36 solutions pour espérer voir un jour les aides

de ces producteurs revaloriser", explique Denis Loeillet, agro économiste du CIRAD (Centre de coopération Internationale en Recherche Agronomique pour le Développement) spécialisé en Banane. "Soit l'Europe assume son choix d'avoir poussé les planteurs à produire une agriculture agroécologique et leur donne ce qu'il faut, soit c'est au marché de procurer ce surplus de valeur ajouté." Ainsi, la voie vers une revalorisation des aides aux producteurs de bananes semble étroitement liée à une décision claire de l'Europe quant à son engagement en faveur de l'agriculture agroécologique. Cela nécessiterait un soutien financier et logistique significatif pour permettre aux planteurs de faire la transition vers des pratiques plus durables

Dans l'ombre des incertitudes qui planent sur cette filière tropical, l'avenir de la banane dépendra largement des choix politiques et des engagements concrets en faveur d'une agriculture durable. Sans un soutien substantiel et des actions immédiates, ce fruit risque de perdre son éclat, laissant derrière lui une filière en péril et des terres qui résonnent du désarroi des producteurs. ■

■ TRANSPORT AÉRIEN

VOYAGER EN GROUPE SUR AIR FRANCE-KLM : Global Meetings et le Service Groupe

Dans un monde où les voyages collectifs, qu'ils soient d'ordres professionnels ou personnels, gagnent en popularité, Air France KLM se positionne en tant qu'acteur clé en offrant des solutions sur mesure pour ces besoins spécifiques. C'est dans ce contexte que nous avons eu le privilège d'interviewer Madame Audrey PETRICIEN, Responsable Plateau Groupe et Pôle Elite chez Air France. Elle nous présente deux produits phares de la compagnie : Air France KLM Global Meetings & Events et l'offre groupe Air France - KLM. Dans cet entretien exclusif, Madame PETRICIEN décrit en détail ces deux programmes, en soulignant leurs différences, leurs avantages, et le public visé.



› Madame Audrey PETRICIEN – Responsable Plateau Groupe et Pôle Elite - Copy@ : Tanguy Salinière

Quels programmes proposez-vous aux voyageurs souhaitant effectuer des déplacements groupés ?

Le produit Air France KLM Global Meetings et le produit groupe Air France - KLM sont conçus pour des voyages événementiels où au-delà de 10 personnes.

Quelle est la différence entre ces 2 produits ?

Air France KLM Global Meetings & Events est un programme disponible depuis le site airfrance.mq permettant aux organisateurs d'événements de choisir Air France et KLM comme transporteurs préférés. L'offre Groupe est conçue pour des voyages de plus de 10 personnes ayant un vol en commun.

Quels en sont les avantages ?

En enregistrant un événement en ligne sur le site Global Meetings, l'organisation reçoit un code d'identification unique, permettant aux personnes assistant à l'événement de bénéficier de tarifs et conditions préférentiels. L'organisateur de l'événement, peut bénéficier de billets «

offerts » dans le cadre d'un programme de récompense.

L'offre Groupe permet à nos clients de bénéficier de tarifs préférentiels et de faciliter les déplacements via une large gamme de services dédiés et sur mesure.

Quel est le public visé ?

Global Meeting permet aux organisateurs d'événements et de congrès une meilleure gestion et une grille tarifaire adaptée.

Les groupes concernent en général les associations sportives ou scolaires, les événements familiaux ou entre amis, et offrent la possibilité de réserver les vols 11 mois à l'avance mais aussi d'effectuer un règlement échelonné.

Notre équipe commerciale, dédiée aux traitements de vos demandes de groupes est joignable par mail :

mail.groups.mqafkldl@airfrance.fr

■ UN PARI GAGNANT SUR L'HUMAIN ET L'INNOVATION EN OUTRE-MER

Vision et stratégie de **Jean-Paul Julia**, Directeur général du Groupe BRED :

Jean-Paul Julia, à la tête de la BRED du Groupe BRED, partage dans cette interview sa vision stratégique, axée sur l'innovation et l'engagement humain, illustrée par la récente victoire du bateau "ULTIM" à la Transat Jacques-Vabre et son approche unique en Martinique et dans les Outre-mer.

La victoire de l'ULTIM à la Transat Jacques-Vabre a dû être un moment clé. Pourriez-vous nous en dire plus ?

J.P. Julia : Cette victoire est un très beau succès pour nos deux skippers Armel Le Cléac'h et Sébastien Josse. Ils nous ont fait vivre une très belle aventure ; ils ont pris des risques en prenant une trajectoire pas forcément évidente mais qui s'est révélée gagnante. Et leur duo est exemplaire. Nous sommes fiers de soutenir le monde de la voile et ses valeurs. Et encore plus fiers de cette victoire dans le cadre de la Transat Jacques-Vabre dont la BRED est le partenaire principal. C'est important de soutenir des événements qui participent au dynamisme de nos territoires. L'accueil du bateau à Fort-de-France a été un moment magique, empreint de joie collective et de solidarité tant en interne qu'avec nos clients.

En quoi cette victoire incarne-t-elle la philosophie d'action de la BRED ?

J.P. Julia : Cette victoire est une parfaite illustration de notre engagement à relever les défis et à maintenir notre cap malgré les vents contraires. A

la BRED, nous sommes le partenaire de la réussite de nos clients. Nous les accompagnons sur le long terme et sommes toujours au rendez-vous pour répondre à leurs besoins quotidiens ou donner vie à leurs projets. Nous bâtissons avec chacun de nos clients une relation de confiance, de proximité, durable qui fait notre différence. Le collectif est essentiel, dans le sport comme dans le monde de l'entreprise. Notre rôle, en tant que banque est d'être au service du développement de nos territoires, de répondre à notre niveau aux enjeux économiques, sociaux et environnementaux. Nos valeurs coopératives, à savoir l'engagement, la coopération, la solidarité et l'entrepreneuriat guident nos actions et fondent nos succès.

Quelle est l'importance de la Martinique et des Outre-mer dans votre stratégie globale ?

J.P. Julia : Les Outre-mer, et la Martinique-Guyane, sont des territoires importants pour la BRED. Ces territoires représentent non seulement une part si-

gnificative de nos activités bancaires mais ils sont aussi au cœur de notre identité. Nous y sommes profondément attachés et nous souhaitons poursuivre notre développement dans ces régions.

Pouvez-vous nous parler des innovations spécifiques que la BRED a mises en place en Outre-mer ?

J.P. Julia : Nous avons mis en place plusieurs services novateurs, comme le paiement par QR code, une première en Outre-mer. Cette initiative n'est qu'un exemple de notre engagement à anticiper et répondre aux besoins spécifiques de nos clients ultramarins. Et toujours dans cette optique de satisfaction de

nos clients, nous modernisons nos agences et investissons continuellement dans la formation de nos collaborateurs, pour garantir un accueil de qualité et un service à forte valeur ajoutée.

« **NOUS BÂTISSONS AVEC CHACUN DE NOS CLIENTS UNE RELATION DE CONFIANCE, DE PROXIMITÉ, DURABLE QUI FAIT NOTRE DIFFÉRENCE. »**



**« ENGAGEMENT HUMAIN,
PROXIMITÉ ET DÉVELOPPEMENT
DURABLE EN MARTINIQUE
ET DANS LES OUTRE-MER,
TELLES SONT LES MAÎTRES MOTS
DE NOS ENGAGEMENTS »**

Comment voyez-vous l'avenir économique en Martinique et dans les Outre-mer ? et quelle est l'approche de la BRED pour s'adapter ?

J.P. Julia : Malgré le contexte économique et géopolitique, je reste positif quant à l'avenir. Nous sommes particulièrement attentifs aux enjeux spécifiques de la Martinique-Guyane, tels que le défi démographique et le potentiel de croissance. Notre rôle en tant qu'institution bancaire est d'accompagner nos clients en leur offrant des solutions sur mesure et en participant activement au dynamisme économique et social de la région. Nous sommes aussi déterminés à maintenir notre engagement en matière de responsabilité sociale d'entreprise.

Monsieur Perrin, quelle est votre stratégie pour le développement des talents locaux et l'accompagnement des équipes en Martinique ?

Jérôme Perrin : Notre politique sociale en Martinique promeut l'emploi local et le Groupe BRED est particulièrement engagé en termes d'accueil des jeunes générations et d'égalité des chances. La banque est un métier de service qui implique le recrutement de profils qualifiés. Plus de 6 % de la masse salariale est consacrée à la formation de nos collaborateurs et nous nous engageons aussi fortement dans la gestion des carrières de nos collaborateurs.

Comment la BRED s'assure-t-elle que les décisions prennent en compte les réalités



locales, particulièrement en Martinique et dans les Antilles-Guyane ?

J.P. Julia : Nous sommes une banque proche de nos territoires. Nous avons une connaissance fine de leurs enjeux. Comprendre en profondeur les spécificités de nos clients martiniquais est essentiel pour nous. Qui plus est, nous sommes une banque décentralisée, à savoir que plus de 90 % des décisions sont prises localement. Jérôme Perrin, notre Directeur régional, joue un rôle crucial dans ce processus, s'assurant que nos actions correspondent aux besoins spécifiques de la région. Notre but est de rester en phase avec les besoins et les réalités de nos clients

« NOTRE RÔLE EN TANT QU'INSTITUTION BANCAIRE EST D'ACCOMPAGNER NOS CLIENTS EN LEUR OFFRANT DES SOLUTIONS SUR MESURE ET EN PARTICIPANT ACTIVEMENT AU DYNAMISME ÉCONOMIQUE ET SOCIAL DE LA RÉGION. »

ultramarins, tout en respectant les lignes directrices globales de la BRED.

Pouvez-vous nous donner les principaux chiffres clés de BRED Martinique- Guyane ?

Jérôme Perrin : Nous comptons 130 000 clients Particuliers,

dont 30 000 en Guyane et 17 000 clients Professionnels, dont 3 000 en Guyane. Nos fonds de commerce sont en croissance sur ces 2 marchés. Les encours de crédit sont en progression de 8 % et s'établissent à 2,9 milliards d'euros. Nous disposons de 2,3 milliards d'euros de ressources, en croissance de 1 %. Dans ce contexte de relèvement des taux, nous avons continué à financer les projets de nos clients ; à date, cela se traduit



JEAN-PAUL JULIA : UN PARCOURS PROFESSIONNEL DIVERSIFIÉ ET ENGAGÉ

Jean-Paul Julia, le nouveau Directeur général de la BRED, a consacré sa carrière au service de l'État avant de se tourner vers le secteur bancaire, toujours animé par le désir de se rendre utile. Sa carrière a débuté par des aspirations de pilote de chasse, illustrant son attrait pour la liberté et l'aventure. Malgré des débuts académiques hésitants, il a trouvé sa voie dans l'électrotechnique et a poursuivi ses études en science politique, marquant le début de son intérêt pour la vie publique et la fonction publique. Après avoir obtenu sa maîtrise en droit, Jean-Paul Julia a réussi le concours de l'Institut régional d'administration de Lyon, consolidant ainsi son parcours dans le secteur public. Il a débuté sa carrière dans le développement industriel en Rhône-Alpes, où il a aidé les dirigeants d'entreprise. Cinq ans plus tard, il a décidé de rejoindre le ministère du Budget à Paris, puis il a été admis à l'ENA. Sa carrière l'a ensuite mené au Trésor en 2007, au comité interministériel de la restructuration industrielle en 2009, puis à Washington en 2011 au bureau de l'administrateur français de la

Banque mondiale, avant de revenir en France en 2014 pour épauler le ministre des Finances, Michel Sapin.

En 2015, à l'âge de 47 ans, Jean-Paul Julia a fait le grand saut dans le secteur privé en rejoignant la BRED en tant que Directeur de la grande clientèle. Il a découvert un métier qu'il juge mal compris, affirmant que la banque représente un partenaire de réussite. En mai 2021, il a pris la direction générale de la Banque Populaire Bourgogne-Franche-Comté. Inspiré par les préceptes pédagogiques de Maria Montessori, il valorise la force du collectif et l'apprentissage par les erreurs. Son ambition reste centrée sur la satisfaction des clients, qu'il considère comme l'essence même d'une banque populaire.

Ce parcours remarquable reflète la polyvalence, le sens du service public et l'engagement de Jean-Paul Julia envers ses clients et ses équipes, démontrant une capacité à naviguer entre différents milieux professionnels avec succès et intégrité.

par près de 500 millions d'euros de financements décaissés.

Quelle est votre vision de la reprise économique actuelle, et quelles stratégies la BRED adopte-t-elle pour naviguer dans ce paysage

économique changeant, en particulier en Martinique ?

J.P. Julia : La reprise économique est marquée par des signaux contradictoires, notamment en raison de l'inflation et des hausses des taux directeurs. Cela crée des défis, en particulier pour le fi-

nancement immobilier des particuliers. Cependant, grâce à la solidité financière de la BRED, nous restons d'un optimisme raisonné. Notre stratégie consiste à accompagner nos clients, en particulier les professionnels et les entreprises, dans ce nouvel environnement. Notre compréhension approfondie des enjeux locaux nous permet de proposer des solutions adaptées et innovantes, même dans un contexte incertain.

Quels sont les principaux objectifs du Groupe BRED en matière de responsabilité sociale d'entreprise (RSE) dans les Antilles Françaises, et comment prévoyez-vous de contribuer au développement durable de la Martinique ?

J.P. Julia : La RSE est une composante essentielle de notre stratégie dans les Antilles Françaises. Nous nous engageons à avoir un impact positif et mesurable sur le



› Équipe de la Direction Régionale

› Jérôme Perrin - Soirée clients Transat Jacques-Vabre



territoire. À l'horizon des dix prochaines années, notre objectif est de jouer un rôle significatif dans le développement de la Martinique, notamment en soutenant des projets liés à l'énergie photovoltaïque. Nous devons accompagner la transition environnementale et aider les PME dans leurs efforts de décarbonation. De plus, nous aspirons à revaloriser le rôle de la banque dans la société et à démontrer notre utilité concrète dans les régions d'Outre-mer.

Pour conclure, quelle est votre vision à long terme pour la BRED en Martinique et dans les Outre-mer ?

J.P. Julia : Notre ambition est de renforcer davantage le rôle de la BRED comme partenaire

bancaire essentiel en Outre-mer. Nous souhaitons non seulement consolider notre présence, mais aussi augmenter notre impact positif sur ces territoires. Que ce soit économiquement ou à travers des initiatives en RSE, comme le soutien à la transition énergétique, aux solutions innovantes pour les PME pour une production plus respectueuse de l'environnement ; notre objectif est d'exercer une influence positive et durable. Nous sommes résolus à être un acteur du changement et un partenaire fiable pour nos clients en Martinique et au-delà. ■

Propos recueillis par Philippe PIED

La BRED est une banque populaire coopérative, membre du Groupe BPCE, forte de plus de 200 000 sociétaires, de 6,2 milliards d'euros de capitaux propres et de 6 300 collaborateurs – dont 30 % hors de France et dans les COM. Elle opère en Île-de-France, en Normandie et dans les territoires d'outre-mer, ainsi qu'au travers de ses filiales de banque commerciale en Asie du Sud-Est, dans le Pacifique Sud, dans la Corne de l'Afrique, en Suisse et à Dubaï.

Banque de proximité engagée sur ses territoires, elle déploie en France et à l'international un réseau de 475 implantations. Elle entretient une relation de long terme avec 1,3 million de clients.

BRED Banque Populaire regroupe des activités diversifiées – banque de détail, banque de grandes entreprises et Institutionnels, banque de gestion privée, banques à l'international, salle des marchés, société de gestion d'actifs, compagnie d'assurances, banque de financement du négoce international.

En 2022, la BRED a réalisé un PNB consolidé de 1,64 milliard d'euros (+12,4 %) et son résultat net s'établit à 507,4 millions d'euros, en progression de 23,0 %.



› Agence des Palmistes, classée monument historique, qui s'élève dorénavant sur 3 niveaux

L'ACTUALITÉ ÉCONOMIQUE, POLITIQUE, SOCIALE ET CULTURELLE EN MARTINIQUE

ANTILLA

DEPUIS 1981

LA ROUTE DU CAFÉ
**TRANSAT
Jacques
VABRE**

NORMANDIE - LE HAVRE

**TÉLÉCHARGER
GRATUITEMENT**



TRANSAT JACQUES VABRE — NORMANDIE - LE HAVRE —
**30
ANS**
— DEPUIS 1993 —

SERGE LETCHIMY : LE DISCOURS DE LA MÉTHODE ?



Le 14 novembre dernier, au Palais des Congrès de Mardiana, de nombreux socio-professionnels et forces économique-financières de Martinique répondaient à l'invitation du président du Conseil exécutif de la CTM, Serge Letchimy, à une « concertation sur la conjoncture économique, la réalisation des grands projets de la mandature et les défis auxquels nous devons faire face collectivement. » Une rencontre durant laquelle l'hôte du jour délivra un long discours aux accents de plaidoyer, singulièrement sur la domiciliation de leviers stratégiques et décisionnels en Martinique. Et sur la question agricole... . Explications. Après avoir mentionné la supériorité

« **PEUT-ON CONTINUER DANS CE MODÈLE ÉCONOMIQUE ? COMMENT, ENSEMBLE, ON PEUT AMÉLIORER, RÉORIENTER, RECONSTRUIRE ? ET QUELS SONT LES OUTILS QU'IL FAUT METTRE EN PLACE POUR ATTEINDRE CES OBJECTIFS ?** »

des taux de chômage, de pauvreté (« 76.000 personnes vivent en dessous du "seuil de pauvreté" ») et d'illettrisme en Martinique, par rapport aux taux respectifs en France, Serge Letchimy détailla certaines caractéristiques de la structure entrepreneuriale du pays. « Cinquante-mille entreprises sur le territoire, dont 75% d'entre elles n'ont pas de comptabilité, n'ont ni fonds propres, ni salarié.e.s », indiqua-t-il, « ce sont souvent des entreprises unipersonnelles, ce qui les exclut de tous les mécanismes de soutiens clairs :

accès au crédit, accès aux subventions et surtout accès aux fonds européens (...) ce qui donne la possibilité de co-existence entre deux économies : 70% dans l'économie formelle, c'est ce que nous calculons, et environ 30% dans du travail informel, qui conduit nécessairement à des concurrences déloyales. » Et l'orateur de lancer ces interrogations résumant le fond de tout son discours ce jour-là : « Peut-on continuer dans ce modèle économique ? Comment, ensemble, on peut améliorer, réorienter, reconstruire ? Et quels sont les outils qu'il faut mettre en place pour atteindre ces objectifs ? ». Puis Serge Letchimy d'ajouter : « Il ne s'agit pas de faire le procès de qui que ce soit, mais je pense qu'il faut sortir de l'économie de comptoir. » L'historique expression caractérisant notre « économie » était ainsi verbalisée. Et le dirigeant, dans le même souffle, de se faire rassurant, possiblement à l'endroit de membres précis de l'auditoire. « Il ne s'agit pas de sortir de la République, parce que tout le monde connaît ma position. Je pense intelligemment que nous pouvons à la fois être dans la République, et être dans la diversité de l'action et l'initiative économique locale. Je pense qu'on peut le réussir. » Un postulat qui allait imprégner l'intégralité de son discours.

« On le voit tous les jours, les suppressions systématiques de soutien à l'économie locale, notamment pour ce qui est de la défiscalisation, sont des décisions prises au niveau national », poursuivit l'orateur, « des décisions qui sont "transbordées" en Martinique en fai-



« NOUS SOMMES TOUS ENSEMBLE SUR LE MÊME BATEAU : S'IL COULE ON COULE TOUS ! »

sant des similis d'avis, et souvent connectées à des lobbys qui répondent aux enjeux de l'Etat. » Une mention de « lobbys répondant aux enjeux de l'Etat » qui ne passa certainement pas inaperçue dans l'auditoire... . Puis Serge Letchimy de lancer : « Il ne s'agit pas, je le répète pour qu'on ne puisse pas sortir d'ici et dire "Letchimy kont bétjé, i kont blan (...)" ça n'a aucun sens pour moi ! Nous sommes tous ensemble sur le même bateau : s'il coule on coule tous ! ». Une dernière affirmation éminemment discutable tant certains sont, et parfois depuis fort longtemps, assurés d'avoir des gilets, canots et autres attirail complet de

"sauvetage" en cas de naufrage. « Est-ce qu'on a une compétence claire en matière de développement économique ? Non », trancha alors l'orateur, « on a une compétence diminuée, totalement marginale de gestion de fonds, de contribution au financement économique par les subventions, mais les grandes thématiques sont décidées à Paris, à l'Assemblée nationale, au Sénat. » Un rappel aux accents de préambule. Puis d'ajouter : « La CTM injecte environ 1,7 milliards d'euros dans l'économie. Quand vous rajoutez les budgets annexes nous sommes à 2,3 milliards d'euros (...). Les acteurs économiques, globalement, versent dans l'économie 1,5 milliards d'euros. La conjugaison des deux - en plus des fonds européens de l'ordre de 600 à 700 millions d'euros - nous amène à près de 3 milliards et demi de capacité

d'investissement global.

Comment pouvons-nous conjuguer les efforts pour que ça fonctionne bien ? ». L'appel aux puissances financières du péyi était ainsi lancé. Puis Serge Letchimy d'en venir à ce qu'il nous sembla être le cœur de sa communication.

« C'est dans ce cadre-là que je propose très clairement qu'on puisse négocier avec l'État », indiqua-t-il, « ce qui est acquis est acquis, 1946 on ne touche pas, c'est le droit à l'égalité ; ce qu'il faut conquérir c'est le droit à la différenciation, la possibilité localement d'adapter les lois et les règlements, y compris sur le plan fiscal, à notre pays, pour que l'harmonisation se fasse entre stratégies de développement et réalités de terrain. Ce droit normatif, que nous appelons un "pouvoir normatif autonome", ça n'existe pas aujourd'hui. Quand une loi est votée à l'Assemblée nationale cette loi est appliquée automatiquement ici. Et s'il y a une modification il y a deux manières de faire : soit c'est un amendement de la part de l'Assemblée nationale ou du Sénat, soit c'est une habilitation qui est accordée pour modifier la loi : trois ans pour l'obtenir (l'habilitation, ndr), durée de vie de cinq ans... . Et l'habilitation c'est sujet par sujet : si vous parlez de l'eau, l'eau

Faites du bruit avec votre image

Pub radio & TV - Pub réseaux sociaux - Films d'entreprise
Sites e-commerce - Visites virtuelles 360° - Google Streetview

OK PRODUCTION
Depuis 25 ans

0696 809 592
okprod@wanadoo.fr

c'est un sujet, le réservoir c'est un autre sujet, le tuyau c'est un

« CE QU'IL FAUT CONQUÉRIR C'EST LE DROIT À LA DIFFÉRENCIATION »

autre sujet, le prix de l'eau c'est un autre sujet, la production d'eau c'est un autre sujet... » Un propos manifestement empreint d'expérience. Et d'un agacement quasi palpable. Puis l'orateur de se faire de nouveau rassurant. « Est-ce que les martiniquais, s'ils ont ce pouvoir normatif autonome, sortiront de la citoyenneté économique, culturelle et humaine française ? Non », assura Serge Letchimy, « c'est pour cela que nous avons enclenché un processus. Et nous souhaitons que les acteurs économiques nous accompagnent de telle sorte qu'on puisse négocier, discuter de ce nouveau pouvoir, qui pourrait nous permettre d'être plus en harmonie par rapport à nos contraintes de développement. » Appel réitéré aux forces économiques de Martinique. Puis le président du Conseil exécutif de se faire plus précis quant à ses objectifs affichés.

« SOIT ON REPREND LA MAIN SUR LES SECTEURS CLÉS. ET POUR CELA IL FAUT UNE AGENCE »

« La première chose, c'est la création d'une Agence de Développement Economique », indiqua-t-il. Avant de s'en expliquer : « La pensée, la construction des stratégies de développement économique, soit c'est au niveau national -

ministères, Assemblée, Sénat - , soit ce sont les structurations - EURODOM, ODEADOM ou FEDOM - qui nous construisent les stratégies ; soit on reprend la main sur les secteurs clés. Et pour cela il faut une Agence. » Voilà qui fut clairement exprimé. Et nous aurons noté, au rang des « constructeurs » de stratégies de développement selon Serge Letchimy, la mention par celui-ci de l'Odeadom, de Eurodom et de la Fedom. Pudiquement appelées « structurations » par l'orateur il s'agit là, respectivement, d'un satellite ministériel et de deux groupes d'influence(s) ou lobbys. Etait-ce là une illustration de ces « lobbys qui répondent aux enjeux de l'Etat » mentionnés précédemment ? Serge Letchimy poursuivit : « Cette Agence sera mise en place très vite, d'ici 2024, et devra aussi avoir un regard très précis sur plusieurs filières que nous allons définir ensemble. » Et l'orateur d'en venir à un sujet qui pourrait prendre une place exponentielle dans notre actualité : « L'une des plus grandes filières que nous mettons en avant (...) c'est l'autonomie alimentaire. Nous avons clairement indiqué que notre grand chantier pour notre mandature - il y en a plein - c'est l'autonomie alimentaire. » Un "grand chantier" aux enjeux fondamentaux. Et challenges multiples.

« IL NE S'AGIT PAS DE REPRODUIRE UNE MONOCULTURE PAR LA DIVERSITÉ »

« Cette autonomie alimentaire peut se construire avec des politiques plus globales de production de rhum, de cannes ou

de bananes, j'y suis très ouvert mais il ne s'agit pas de reproduire une monoculture par la diversité », affirma Serge Letchimy. Pawòl-la di. Puis d'ajouter : « A partir du moment qu'on est d'accord là-dessus, on pourrait même s'entendre pour permettre aux agriculteurs diplômés sans terres, de pouvoir accéder dans les meilleures conditions à la production, en ayant des parcelles exploitées à la fois par notre "banque de terres" et par la générosité mais aussi la volonté de contribuer et participer à l'évolution de l'autonomie alimentaire. » La « générosité » et « volonté » de qui précisément ? A suivre ? « Nous voulons créer un "Marché d'Intérêt Régional", un MIR », poursuivit l'orateur plus avant dans son discours, « pour que ce MIR, avec la réforme du Poséi* que nous souhaitons, puisse nous permettre de réguler la production locale en quantité, qualité, volume, packaging et surtout en distribution régulière (...) ce MIR va recueillir les productions pour les recommercialiser, et bien sûr il faudra organiser de manière très stricte la filière de développement économique de la diversification, ce qui n'est pas encore le cas. » Evoquant alors la « disparition potentielle » des petits planteurs de bananes de Martinique, Serge Letchimy affirma ceci : « Je tends la main aux organisateurs - BANAMART et les autres - la Chambre d'Agriculture, pour que ces petits planteurs ne soient pas victimes d'une situation devenue inacceptable. Ça s'inscrit dans la diversification agricole que nous souhaitons mettre en œuvre, et aussi dans la réforme du Poséi, que nous voulons absolument exiger pour l'organiser » (voir encadré).

Création d'un port au Robert (« connecté à la Caraïbe et l'Amérique du sud »), création d'un fonds d'investissement (« avec vous »), création d'une « voie interzones » reliant le Port de Fort-France à la « future zone d'activités économiques de Pays Noyé (à Ducos) » : autant de "créations" aux investissements très onéreux, notamment cette zone d'activités économiques annoncée qui, selon Serge Letchimy, « devra être réalisée avec un consortium privé dans le cadre d'un PPP, Partenariat Public Privé. » Puis Serge Letchimy, s'adressant de façon encore plus directe aux forces économique-financières du péyi, d'aborder la conclusion de son discours. « Si jamais vous êtes intéressés par

cette dynamique puissante que l'on veut mettre sur pied pour les quatre ans qui viennent, je suis à votre disposition, nous sommes à votre disposition ; nous comptons sur vous », assura-t-il, « la Martinique doit faire peuple ; je sais que c'est un mot qui effraie certains mais nous sommes un peuple. Nous avons une identité, on a un savoir-faire ; nous ne sommes pas dans la quémande, nous sommes dans la créativité donc dans la responsabilité. » Enfin, les dernières phrases de Serge Letchimy furent une sorte de synthèse de son discours : entre impératif d'évolution, condamnation à l'indignation manifeste et "prophétie" anxio-gène. « Le premier pouvoir qu'il y a à mon avis, c'est conquérir ce pouvoir d'initiative locale », réaffirma le président du Conseil exécutif, « je suis partisan de la République, je pense que la Martinique a choisi de rester dans la République, mais ce n'est pas parce qu'on a choisi de rester dans la République qu'il faut être dans l'inertie, et surtout dans la décadence dans laquelle on nous inflige une réalité grave. Personne ne nous pardonnera de ne pas réagir et de ne pas imaginer. » Fin de citation. Alors ? "Opération séduction" réussie ? La réalité et les faits le diront, probablement vite. ■

Mike Irasque

*Poséi : "Programme d'options spécifiques à l'éloignement et à l'insularité" ; soit notamment 129 millions d'euros annuels, alloués à la production bananière des Antilles.

« **UN PAYS QUI N'A PAS LES ACTEURS ÉCONOMIQUES AVEC LUI C'EST UN PAYS QUI PART À LA DÉRIVE. C'EST DANS CE CADRE-LÀ QUE J'AI SOUHAITÉ VRAIMENT VOUS MOBILISER** »



« **MÉ FÒK ABSOLUMENT YO AKSÈPTÉ DIALOGUER...** »

Suite à ses échanges, le 24 novembre dernier à Paris avec Marc Fesneau, ministre de l'Agriculture (et de la Souveraineté Alimentaire), Serge Letchimy a été autrement plus direct et explicite qu'au Palais des Congrès de Madiana, dix jours plus tôt. Extraits. « On veut aller vers la diversification ; la Martinique n'est pas sacrifiée comme un pays d'importation(s) massive(s) et de consommation, la Martinique doit recommencer à produire », affirma-t-il, « c'est pour ça que je demande d'aller vers l'autonomie alimentaire. » Puis d'ajouter : « Cela passe par une réforme du Poséi ; il faut réformer le Poséi.

Pour quelle(s) raison(s) la collectivité (la CTM, ndr) ne pourrait pas gérer le Poséi ?

Pour quelles raisons on ne pourrait pas trouver des principes de soutiens annuels à ceux qui produisent ? Et on leur sécuriserait leur commercialisation par la création de "Marché d'Intérêt Régional", pour nous permettre d'organiser, en tant qu'organisation de production bénéficiant du Poséi, pour permettre d'améliorer la production. » Des propos médiatiques qui eurent parfois des accents de mission personnelle. « Marc Fesneau a parlé de "révolution" en Martinique.

Oui je veux absolument révolutionner, mé san fè pèsonn mal, san pran tè an lanmen-moun. Mé fòk absolument yo aksèpté dialoguer », souligna Serge Letchimy, « man bizwen mil èkta (mille hectares, ndr) (...) soit on nous le donne, soit on va chercher des processus pour l'avoir. Et nous ne voulons surtout pas entrer dans une expropriation de quoi que ce soit. On veut que 350 hectares soient attribués à la production de sucre, au Galion (à Trinité) parce que si jamais on ne les trouve pas, nou oblijé fenmen Galion (...) Et man bizwen 700 èkta. J'ai dit aux propriétaires terriens de me donner 300 hectares sur les 700, de les mettre à disposition de petits agriculteurs. Nous (la CTM) pouvons mettre 150 hectares de la "banque de terres", et je leur ai dit de louer aux petits agriculteurs, les "formés sans terres", de leur donner accès à des terres. » Puis Serge Letchimy de lancer : « Comment on ne peut pas faire peuple et trouver des solutions qui me semblent essentielles par rapport à ça ? (...) Tant pis si yo konsidéré mwen kon an révolutionnaire, c'est pas grave ; au moins man an pè épi konsians mwen. (...)

Et l'homme de partager cette interrogation qui semble le guider : « Comment voulez-vous changer le modèle économique et trouver le larèl (le positionnement, ndr) pour donner à tout un chacun la chance de participer à une nouvelle démocratie économique ? ». A suivre, évidemment. ■

MI

■ UN VOYAGE EN UKRAINE

LAURENT CYPRIA :

« JE ME SUIS DIT QU'IL FALLAIT ALLER EN UKRAINE POUR VOIR VRAIMENT CE QU'IL SE PASSAIT... »



➤ Laurent Cypria

En juillet dernier, le martiniquais Laurent Cypria arrivait en Ukraine, plusieurs mois après le début de l'actuelle guerre russo-ukrainienne.

- Pourquoi un tel déplacement ?
- Comment ce voyage s'est-il déroulé ?
- Quels en étaient les objectifs ?

Témoignage.

Antilla : Quelle est la « genèse » de votre déplacement en Ukraine il y a quelques mois ?

Laurent Cypria : Tout d'abord, c'était la deuxième fois que je participais au *European Youth Event* (EYE) à Strasbourg. J'y avais déjà participé en 2021 avec une association, *Diaspora Vote*, où j'étais seul, mais cette année j'ai monté une délégation dont j'étais le chef, avec des martiniquais, guadeloupéens, guyanais et réunionnais. Avec cette délégation nous avons présenté un atelier qui s'appelle le "Bokantaj Municipal", qui est un système de contractualisation politique avec les élus municipaux, qui donne des résultats remarquables et inspirants pour les autres pays participants ; résultats que nous avons présentés au Parlement. Mais déjà début 2023, l'actualité chaude c'était le conflit en Ukraine, qui concerne directement le Parlement, les députés et l'équilibre stratégique de tout le continent. A ce moment-là il y avait énormément de propagande militaire des deux côtés, russe et ukrainien, avec des informations très biaisées. C'est au moment de quitter les personnes de la délégation que je me suis dit qu'il fallait aller en Ukraine pour voir vraiment ce qu'il se passait, comprendre la réalité et voir quels étaient réellement les besoins. A l'époque tous les ateliers sur ce sujet menaient à la même conclusion : rechercher le moyen d'avoir plus d'informations et de mieux savoir comment aider ces populations. Donc fin juin début juillet je décide d'y aller, évidemment seul ; je

**PROFESSIONNELS
DU DROIT
ET DU CHIFFRE**

**CHEFS D'ENTREPRISES
ET CRÉATEURS**

**POUR UNE
PUBLICATION
DANS L'HEURE!**

**Vos Annonces
légalés sur**

ANTILLA

www.annonceslegales.antilla-martinique.com



Compte professionnel
personnalisé



Attestation immédiate
de parution en ligne



Devis immédiat



Présentation avec
ou sans entête, logo...



Facturation au mandataire
ou client final

Les annonces légales, c'est aussi
une équipe de professionnels à votre service pour :



Traiter
vos annonces légales



Répondre
à vos questions
en direct



Relire
systématiquement
toutes vos annonces

Ou encore plus simple, envoyez-nous simplement vos annonces légales par mail à :
AL@antilla-martinique.com

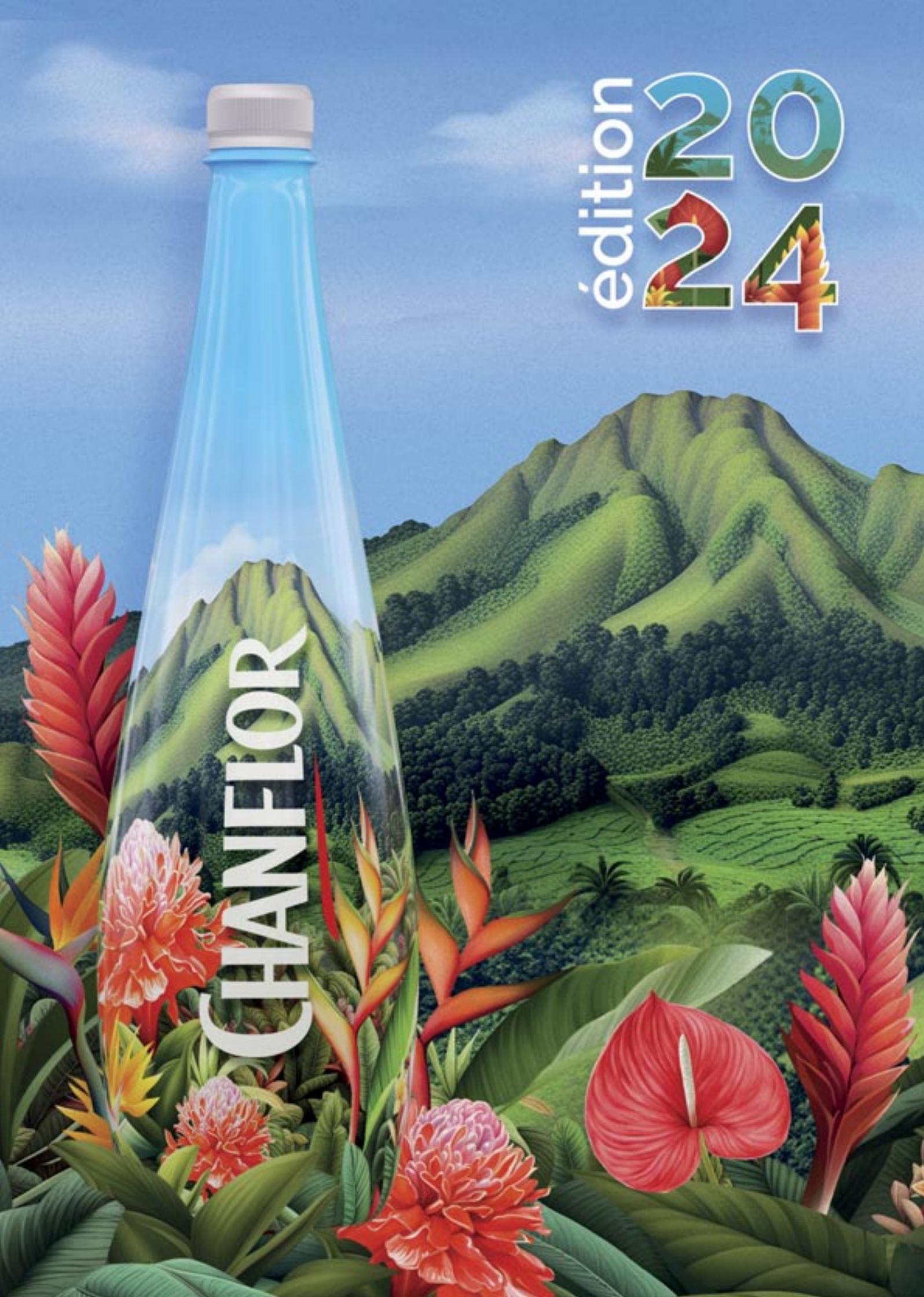
UN SERVICE OPÉRÉ PAR

 **MonAnnonceLégale.com**

Contact Commercial : 0696 73 26 26
Contact Technique : 0696 01 59 59
Mail : AL@antilla-martinique.com

édition 20
24

CHANFLOR



ANTILLA Depuis 1981



1ère convention inter-territoriale Antilles - Guyane

ActionLogement 
RECONNU D'UTILITÉ SOCIALE

« Ensemble,
nous irons plus loin... »

LA DÉCARBONATION DU LOGEMENT SOCIAL ULTRAMARIN





SE DIRE
BANQUE LOCALE
C'EST **BIEN**.
L'ÊTRE C'EST **mieux**.

CRÉDIT AGRICOLE
MARTINIQUE-GUYANE
BANQUE ET ASSUREUR

100% LOCALE

VOTRE BANQUE EN TOUTE AUTONOMIE



Ma Banque



Paiement Mobile



Rejoignez nos réseaux



Allô Conseil
0 800 802 803

Service et support gratuits



MARTINIQUE
GUYANE

Caisse Régionale de Crédit Agricole Mutuel Martinique-Guyane société coopérative à capital variable agréée en tant qu'établissement de crédit, Société dont le siège social est situé 21 rue Case Nègres - Place d'Armes - 97232 Le LAMENTIN - RCS Fort de France D 313 976 383 - code APE 6419Z. Société de courtage d'assurances immatriculée au registre des intermédiaires en assurance sous le n° ORIAS 07 024 140 Garantie financière et assurance de responsabilité civile professionnelle conformes aux articles L 512-6 et L 512-7 du Code des Assurances www.ca-martinique-guyane.fr Téléphone 0596 66 59 39 - Télécopie 0596 51 51 37. ADEME (Filière papier graphique) : 568249 : FR341730_03ZSRW

LA DÉCARBONATION DU LOGEMENT SOCIAL ULTRAMARIN : L'ENGAGEMENT D'UNE FILIÈRE

Les 9 et 10 novembre 2023, la première convention interterritoriale d'Action Logement a réuni à Cayenne les délégations de Guadeloupe, Martinique et Guyane, en présence de l'ensemble des acteurs du logement social ultramarin et de la construction. L'objectif : accélérer les actions de décarbonation des parcs immobiliers antillais et guyanais, au travers d'engagements financiers inédits, de partenariats efficaces avec l'écosystème et d'innovations locales prometteuses.

Cet événement s'inscrivait dans le cadre d'un déplacement du président d'Action Logement Groupe, Bruno Arcadipane, en Guyane du 8 au 10 novembre. Plusieurs temps forts étaient au programme, comme la pose de la première pierre de la résidence Belle Humeur de la SIFAG le 9 novembre à Macouria, et de rendez-vous institutionnels avec notamment Sandra TOCHIMARA, maire de Cayenne et Antoine Poussier Préfet de Guyane.

70 MILLIARDS D'EUROS POUR LA DÉCARBONATION

Lors de son discours introductif, Bruno Arcadipane est revenu sur l'"engagement total" pris par Action Logement en faveur de la transition climatique avec le Plan pour les Economies d'Energie et la Décarbonation. Un effort nécessaire au regard des 1,1 million de logements sociaux gérés à l'échelle hexagonale et ultramarine par le groupe paritaire, dont 55% des émissions de CO2 devront être éliminées d'ici 2030.

Dans les territoires ultramarins, où les effets du changement climatique se font déjà sentir, la mobilisation doit être exemplaire. "Notre ambition est de porter 100% de notre parc aux meilleurs standards bas carbone d'ici 2030" a annoncé Koumaran Pajaniradja, directeur général d'Action Logement Immobilier.

Le recours aux énergies vertes sera également généralisé.

La Guyane, grâce à l'hydroélectricité, affiche déjà un mix énergétique à 73% renouvelable. Mais il faut accélérer, "ensemble, sinon nous n'y arriverons pas" a rappelé Bruno Arcadipane.

DES INNOVATIONS 100% LOCALES

Pour relever ces défis, l'innovation doit être au rendez-vous. Plusieurs pépites du savoir-faire ultramarin étaient présentes à Cayenne pour exposer leur solution bas carbone. La start-up martiniquaise Emerwall a développé des panneaux isolants à partir de bagasse de canne à sucre. La société guadeloupéenne Ecotime Caraïbes recycle les eaux usées des logements. En Guyane, Arkô mise sur le bois et la brique de terre compressée pour construire des logements modulaires décarbonés. "On élimine 95% du CO2 lié au béton" explique son fondateur Stéphane Lambert.

Ces solutions seront concrètement déployées, à l'image des premiers chantiers lancés par la SIFAG. En 2023, cette filiale immobilière guyanaise détenue par Action Logement et l'Etablissement Public Foncier et d'Aménagement de Guyane (EPFAG), livrera 160 logements sociaux et intermédiaires.

FORMER LES PROFESSIONNELS DU BTP

Mais pour réussir cette transition énergétique, la formation de toute la filière BTP est essentielle. La CERC Guyane porte ainsi le projet de campus

des métiers dédié à la construction durable, comme l'a rappelé son directeur Daniel Beausoleil. Objectif: "anticiper les mutations du secteur et adapter l'offre de formation aux besoins locaux". Des cursus innovants autour de la bioconstruction et de la rénovation bas carbone seront proposés.

L'adaptation des normes nationales aux spécificités ultramarines est également en débat. "Il faut avancer vite, alors que le RPC européen sera révisé en 2024" alerte Jean-Yves Bonnaire, secrétaire général de la FRBTP Martinique. La production et la certification de matériaux biosourcés locaux doivent être facilitées.

"VOUS AVEZ DES IDÉES, NOUS AVONS BESOIN DE VOUS"

Face à l'ampleur des défis, seule la coopération active de toutes les parties prenantes permettra de réussir. "Ensemble, nous irons plus loin" a rappelé Bruno Arcadipane. Elus, bailleurs, promoteurs, startups, syndicats professionnels...tous sont appelés à travailler main dans la main.

"Vous avez des idées, de l'énergie. Nous avons besoin de vous !" a encouragé Jacques Fayel, président du comité territorial Action Logement Guadeloupe, à l'adresse des jeunes entrepreneurs ultramarins. Preuve que l'innovation peut rimer avec écologie, pour peu que tous les talents et les énergies se mobilisent.

Ibrahima Dia, directeur Outre-mer Action logement Groupe a souligné que l'économie, l'environnement et le social doivent marcher ensemble. Il n'y a pas un objectif supérieur à l'autre.

En d'autres termes, on ne peut pas opposer fin du monde et fin du mois.

A l'issue de ces deux journées denses, l'engagement du Groupe Action en faveur de la neutralité carbone en Outre-mer ne fait aucun doute. Les défis sont immenses, mais l'envie d'agir est là. Et comme l'a rappelé la Guyane, "si nous n'y allons pas ensemble, nous n'y arriverons pas !".

Philippe PIED

Directeur de publication



En images...



■ BRUNO ARCADIPANE

En route vers la décarbonation en Outre-Mer

Dans un monde en constante évolution, où les défis environnementaux et sociaux sont de plus en plus pressants, le Groupe paritaire Action Logement sous la présidence de Bruno Arcadipane, et de la Vice-Présidence de Philippe Lengrand, s'engage dans une évolution radicale et accélérée du secteur du logement en Outre-Mer. À l'occasion de la première convention inter-territoriale Antilles-Guyane, de nouvelles initiatives ont été présentées, soulignant l'engagement profond en faveur de la décarbonation et l'amélioration des conditions de vie des locataires. Nous avons eu l'opportunité de discuter avec Bruno Arcadipane pour explorer ces actions et comprendre leur impact sur les territoires ultramarins.



DOSSIER RÉALISÉ PAR PHILIPPE PIED

Monsieur Arcadipane, pouvez-vous nous éclairer sur l'importance de la décarbonation dans le secteur du logement, en particulier en Outre-Mer ?

La décarbonation est au cœur de notre stratégie, surtout dans des zones sensibles comme l'Outre-Mer. J'en veux pour exemple en Martinique, la station d'épuration en filtres plantés à Saint-Joseph de 2 millions d'euros avec une contribution d'Action Logement. Cette technologie innovante non seulement s'intègre harmonieusement dans le paysage mais nécessite également moins d'entretien, réduisant ainsi les coûts à long terme et la qualité de vie de l'ensemble des résidents dans les 240 logements occupés. Cette initiative démontre notre engagement à avancer sur la décarbonation tout en améliorant les

conditions de vie des habitants et des salariés d'entreprises.

Comment ces actions se

traduisent-elles concrètement pour les résidents ?

Nos actions visent à réduire concrètement les charges et améliorer le pouvoir d'achat des salariés d'entreprises. Par exemple, en Guadeloupe et en Martinique, nous soutenons fortement l'usage de matériaux biosourcés dans les constructions et réhabilitations de logements. Pour ce faire, nous avons investi 54 millions d'euros en Martinique pour loger 10 923

“ EN 2022, NOUS AVONS AIDÉ 160 MÉNAGES EN GUYANE, ET INVESTI 25,6 MILLIONS D'EUROS POUR LA PRODUCTION DE LOGEMENTS ABORDABLES ”

ménages, ainsi que 39 millions d'euros en Guadeloupe pour aider 7 217 ménages. Ces efforts, en plus de favoriser la qualité de vie, stimulent l'économie locale. En Guyane, nous avons mis en place des systèmes de jardinage pour aider les ménages à se nourrir à moindre coût, améliorant ainsi leur pouvoir d'achat.

Quels sont les défis spécifiques du marché du logement en Guyane et comment Action Logement y répond ?

La Guyane fait face à des défis colossaux, avec une pression sociale et des enjeux écologiques importants. Nous

répondons à ces défis par des projets ambitieux comme l'AMI 30 000 VEFA, qui a pour objectif de fournir des logements de qualité et abordables aux salariés d'entreprises. En 2022, nous avons aidé 160 ménages en Guyane, et investi 25,6 millions d'euros pour la production de logements abordables. Notre contribution va même jusqu'à la formation des jeunes dans le secteur du BTP et notamment le soutien à un CFAI hors les murs dans l'Ouest Guyanais alors que des métiers en tension font jour et que les entreprises sont en recherche de main d'œuvre locale.

Comment Action Logement intègre-t-il les enjeux de développement durable dans ses stratégies ?

Le développement durable est intégré à tous les niveaux de notre action. Cela va de la conception à la gestion des logements, en passant par la sensibilisation de notre personnel et des résidents aux éco-gestes. Nous visons à réduire de 10 % notre consommation d'énergie d'ici 2024, et de 55 % nos émissions de carbone d'ici 2030. Notre objectif est de contribuer à la neutralité carbone d'ici 2040, avec 8 milliards d'euros consacrés aux investissements engagés par nos 50 filiales



immobilières. Ces enjeux sont fondamentaux en Outre-mer, où nous jouons un rôle significatif en tant que détenteurs de patrimoine locatif mais aussi dans l'accompagnement des filiales.

Quel est le rôle d'Action Logement dans le soutien des innovations locales et du mieux-vivre dans les territoires ultramarins ?

Notre rôle dépasse la seule problématique du logement. Nous soutenons activement les innovations locales qui favorisent un mieux-vivre ensemble mais aussi le lien social et la construction durable. Par exemple, en Guadeloupe, nous collaborons avec l'Université des Antilles et d'autres acteurs pour promouvoir l'utilisation de matériaux biosourcés. En Guyane, nous avons investi dans la labellisation Haute

D'ICI 2040 NOUS CONSACRERONS 8 MILLIARDS D'EUROS AUX INVESTISSEMENTS ENGAGÉS PAR NOS 50 FILIALES IMMOBILIÈRES.

Qualité Environnementale (HQE) de nouvelles constructions. En Martinique, nous avons apporté des moyens importants pour traiter les « grands ensembles » à

la Bâtelière à tous points de vue. Ces initiatives ne se limitent pas à l'aspect écologique, elles encouragent également la croissance économique locale, l'emploi non délocalisable et renforcent le lien emploi-logement.

Comment Action Logement envisage-t-il l'avenir de l'habitat en Outre-Mer ?

L'avenir de l'habitat en Outre-Mer, à nos yeux, est un avenir où les considérations environnementales, sociales, sociétales et économiques sont équilibrées. Nous travaillons pour que l'offre de logements soient non seulement abordables et de qualité, mais aussi respectueuse de l'environnement. Cela implique de repenser la manière dont nous construisons, en intégrant des technologies innovantes et des matériaux durables, tout en veillant à ce que les habitants jouent un rôle actif dans cette transition.

	GUYANE	GUADELOUPE	MARTINIQUE
Nbr de ménages logés	160	168	162
Nbr aides et services	741 (2, 1 M€)	1387	1297
Dont Visale	199	292	423
Accession-Travaux	61	120	58
Financement de logements abordables	25,6 M€	39 M€	54 M€
Montant collecté : 328 entreprises dans notre portefeuilles	1 098 847 euros	2 816 603	3 098 831

■ MARTINIQUE

“Compte tenu de notre climat et de nos risques naturels, la décarbonation est impérative.”

Alain Coridon, président du Comité Territorial Action Logement de Martinique : « Cette décarbonation est prioritaire parce que nous ne sommes pas dans des régions où les procédés constructifs sont facilités compte tenu du climat et des risques naturels ».

Décarbonation, rénovation énergétique, lien entre inégalités et vulnérabilité aux catastrophes naturelles, projets innovants : tels sont, parmi d'autres, les sujets développés dans ces grandes lignes par Alain Coridon, le président du Comité Territorial Action Logement (CTAL) de Martinique.

Antilla : Quelles réalités se trouvent derrière ce mot « décarbonation » ?

Alain Coridon : Derrière ce mot, on trouve un ensemble de mesures permettant à tout un secteur de l'économie de réduire son empreinte carbone, c'est-à-dire les émissions de gaz à effet de serre et de dioxyde de carbone, afin de limiter l'impact de nos activités sur le climat. De nombreux pays se sont engagés dans une démarche de décarbonation et la France vise une neutralité carbone à l'horizon 2050.

Dans nos territoires, notamment aux Antilles, certains mettent l'accent sur le lien entre catastrophes naturelles et inégalités. En traduisant cela de façon plus simple : plus vous êtes pauvre, plus vous "prenez du fer" ; inégalités et vulnérabilité aux catastrophes sont les deux faces

d'une même médaille.

De manière globale, comment le Groupe Action logement soutient-il les initiatives prises en matière de décarbonation en Martinique ?

En novembre 2022, le Groupe Action Logement a souhaité bâtir un avenir commun à travers son plan de décarbonation doté de soixante-dix milliards sur sept ans. Donc quelle que soit la filiale du Groupe - en Martinique, Guadeloupe, Guyane, Mayotte ou à la Réunion - c'est à nous d'accompagner les porteurs de projets innovants dans les territoires.

Par exemple, quatre jeunes ont monté une usine à Ducos, dans le domaine de l'isolation. A partir de la bagasse de canne à sucre, ces jeunes martiniquais déploient, malgré les difficultés normatives,



des produits isolants, soit en toitures soit en cloisons. Nous accompagnerons donc ce projet car il est innovant.

Quel qualificatif pourriez-vous employer pour définir cette exigence de décarbonation en Martinique ?

Cette décarbonation est prioritaire parce que nous ne sommes pas dans des régions où les procédés constructifs sont faciles compte tenu du climat et des risques naturels. Beaucoup d'inégalités existent dans les communes de Martinique et il faut que les gens qui sont dans la précarité puissent réduire leurs charges et améliorer leurs conditions d'habitat. Cette action doit être prioritaire. Mais il y a des solutions pour décarboner. Par exemple réduire les déchets ménagers, "proscrire" les produits jetables en plastique, limiter les emballages, etc. Mais cela nécessitera de modifier néanmoins les comportements.

Et qu'en est-il de l'enjeu de la rénovation énergétique ?

Dans le patrimoine du Groupe Action Logement, la rénovation énergétique est un chantier prioritaire. Il faut privilégier par exemple les isolations et les rénovations globales des bâtiments – le bâtiment étant le quatrième secteur le plus émetteur de gaz à effet de serre. Les objectifs de ce type de rénovation constituent des impératifs énergétique, climatique et social.

Outre les services de l'Etat, les collectivités etc., le CTAL Martinique envisage-t-il de collaborer avec de nouveaux partenaires dans cet objectif de décarbonation ?

Nous sommes ouverts à accompagner tous les projets d'utilité publique dans ce domaine. L'ambition d'Action Logement est de fédérer les acteurs de la construction et de faciliter leur montée en compétences par la création de nouvelles filières et d'emplois locaux non délocalisables. Nous restons des acteurs de l'économie, financés par les entreprises pour favoriser le lien emploi-logement.

Propos recueillis par Mike Irasque
Crédit photos : Roland Dorival



En images...



Le développement durable au cœur du développement de l'entreprise

Le Groupe Action Logement, un Groupe engagé

5^{ème} donneur d'ordre de la Martinique, la société OZANAM, déploie localement les objectifs de Responsabilité Sociétale et de Développement Durable du groupe Action Logement.

Le Groupe a intégré les enjeux climatiques et environnementaux par des engagements en faveur des transitions écoresponsables et pour la préservation de la biodiversité. Des stratégies d'économies d'énergie, de responsabilité sociétale de l'entreprise qui renforcent les actions du Groupe et de ses entités. Partant du développement territorial, le Groupe entend améliorer les conditions de vie des martiniquais et porter sa contribution à l'allègement des impacts anthropiques mondiaux.



La 1^{ère} et la plus grande station d'épuration privée en filtres plantés avec le dispositif rhizosphair pour faciliter l'épuration des effluents par une aération forcée.

La société OZANAM a inauguré le 17 novembre 2023 cette station moderne et écologique qui vient remplacer un équipement obsolète.

Avec ses partenaires financiers et techniques, OZANAM a pu mettre en place cette infrastructure exceptionnelle par son emprise au sol : 2 000 m² et par sa capacité de traitement à 900 équivalent habitants.

Son système innovant repose sur la gravité et sur l'épuration des eaux usées par les racines de plantes endémiques en l'occurrence la fleur dite « l'oiseau du paradis ».

Un infrastructure remarquable qui intéresse la Caraïbe à travers le projet CARIBSAN, cofinancé par l'Union Européenne (programme INTERREG Caraïbes) qui vise à partager les savoir-faire pour l'assainissement des eaux usées grâce aux filtres plantés de végétaux.



■ GUADELOUPE

« On est vraiment dans cette dynamique de territorialisation de l'acte de construire »

Solutions durables dans l'acte de construire, soutien à la recherche et à l'innovation, décarbonation à la fois enjeu et critères d'engagements : autant de thématiques détaillées par Jacques Fayel, le président du Comité Territorial Action Logement (CTAL) de Guadeloupe.

Antilla : Quelles sont les actions du CTAL-Guadeloupe en matière de construction durable ?

Jacques Fayel : Le CTAL Guadeloupe est à l'initiative des grandes orientations que le Groupe Action Logement prend sur le territoire, et nous agissons sur deux points principaux. Le premier c'est l'aide à la recherche et à l'innovation afin de trouver des solutions plus durables dans l'acte de construire. Nous avons donc mobilisé la "ligne innovation" d'un montant de 65 M€ destiné à financer les projets en hexagone et en Outre-Mer. Dans ce cadre-là nous avons porté plusieurs dossiers dont l'idée centrale est de développer des filières de production de matériaux biosourcés, qui devraient nous permettre, dans un futur plus ou moins proche, de modifier les procédés et modes constructifs notamment avec des matériaux plus écologiques, plus sou-



► Jacques Fayel, président du Comité Territorial Action Logement de Guadeloupe, entouré d'une partie de ses équipes

tables et plus respectueux de l'environnement. A ce titre, nous soutenons depuis le début le "Symposium caribéen et amazonien pour les matériaux durables", porté par le Conseil de l'Ordre des Architectes de la Guadeloupe. L'idée est de travailler sur de nouveaux matériaux ou de revenir à d'anciens (matériaux) délaissés mais qui sont biosourcés et à même d'améliorer cet acte de construire, tout en respectant les normes de sécurité.

Dans ce cadre-là j'ai eu vent d'un dossier en partenariat avec l'Université des Antilles : vous confirmez ?

Tout à fait, car notre souhait a été de se rapprocher des « sacheurs », des gens qui ont la connaissance. On a donc tra-

vaille au développement d'une plateforme qui s'appelle BEPOSDOM (bâtiments à énergie positive dans les DOM), censée mettre en application et tester de nouveaux produits et matériaux qui pourraient être proposés par des acteurs locaux ou régionaux. Et de mesurer l'intérêt économique, l'impact écologique et le "prix carbone" de ces matériaux. C'est une initiative portée et porteuse localement que nous aidons fortement et en laquelle je crois pour l'avenir. Le dernier point, qui est moins dans la production mais tout aussi important dans l'observation, la veille et la prospective, c'est qu'on aide la "Cellule Economique Régionale de la Construction" de la Guadeloupe sur une étude importante qui complètera celle de Martinique concernant l'adaptation des normes de construction (BATISOLID), de façon à travailler sur une construction beaucoup plus locali-

sée, en prenant en compte les caractéristiques géographiques, climatiques, les risques naturels, etc. Il s'agit de travailler sur ces normes de façon à envisager de construire des immeubles et logements tout aussi résistants, mais décarbonés et favorisant les ressources et l'emploi local. On est vraiment dans cette dynamique de territorialisation de l'acte de construire, notamment dans le logement social.

A vous écouter le CTAL-Guadeloupe ne se positionne pas uniquement en termes d'accompagnement et de soutien, mais aussi en termes d'initiatives ?

La particularité et richesse du Groupe Action Logement c'est qu'on n'est pas que dans l'acte de construire mais aussi précurseurs dans l'accompagnement à la recherche pour s'améliorer rapidement. Ainsi l'idée est d'avoir un bâti tropicalisé, non seulement dans la conception mais aussi dans la réalisation, avec des matériaux nouveaux, biosourcés et géolocalisés. C'est véritablement un pari sur le futur. Le deuxième volet c'est dans l'engagement : nous finançons l'ensemble des bailleurs sociaux car le Groupe Action Logement devenu l'un des principaux financeurs du logement social en Outre-Mer. En fait nous orientons nos financements vers des programmes montrant un engagement réel dans la décarbonation avec un verdissement de nos aides. C'est aujourd'hui, l'un des critères principaux, après celui du lien emploi-logement, qui oriente nos décisions de financement.

Quels sont les espoirs et aspirations du CTAL-Guadeloupe pour le futur du logement décarboné dans votre territoire ?

Une première étape sera assez complexe à passer car on entre là dans une période compliquée en termes de production, avec une crise majeure du logement qui impacte l'Hexagone mais aussi nos territoires ultramarins, avec des problématiques de coût de la construction, une inflation sur les prix des matériaux, une augmentation des taux d'intérêt sur le financement, etc. Et avec une réticence de l'Etat à délivrer des agréments en Guadeloupe, compte tenu notamment de l'évolution démographique et du vieillissement de la population mais aussi du taux de vacance élevé. Ce sont donc de vrais sujets, mais la puissance et l'intérêt du Groupe Action Logement c'est de nous permettre de préparer cette phase difficile et surtout de voir l'avenir. C'est pour ça que je suis assez confiant. Et il y a cette dynamique enclen-

chée avec les opérateurs locaux sur la recherche et l'innovation : par exemple une "pile à combustible" sera testée dans une première résidence aux Abymes, pour aller vers une amélioration au plan environnemental et une baisse des charges des locataires. Et concernant cet objectif de "zéro émission nette" en 2050, on sera "dans les clous" car on est dans l'anticipation ; ce qui me permet d'être assez optimiste. Cela nous permet d'être les moteurs de ce mouvement et de pouvoir l'entraîner, malgré ce contexte compliqué, et en essayant de rayonner sur la Caraïbe.

C'est véritablement une forte ambition de notre part ; une ambition permise par la puissance du Groupe Action Logement, qui nous autorise à voir plus loin que l'immédiateté problématique de la crise.

Propos recueillis par Mike Irasque



➤ Jules Goval, directeur général de Sikoa en Guadeloupe, au centre

■ GUYANE

« La Guyane est un territoire précurseur et qui peut être démonstrateur »

Création de la SIFAG, "Brique de Guyane", adaptation des normes de construction, « particularismes ultramarins » : autant de sujets discutés ici avec Thara Govindin, la présidente du Comité Territorial Action Logement (CTAL) de Guyane.



› Thara Govindin, présidente du Comité Territorial Action Logement de Guyane

Antilla : Quel est l'enjeu de la décarbonation en Guyane ?

Thara Govindin : Le but est de répondre aux exigences souhaitées par l'État "contre" le changement climatique.

Le Groupe Action Logement a lancé son grand plan en faveur de la transition climatique avec le Plan pour les Economies

d'Énergie et la Décarbonation. de décarbonation accompagné d'une enveloppe de 70 milliards d'euros. Et nous sommes dans cette dynamique souhaitée par les partenaires sociaux de façon volontariste.

Pourquoi cette première convention interrégionale se déroule-t-elle en Guyane ?

Parce qu'on a eu des événements majeurs entre 2022 et 2023 et qu'on a souhaité valoriser auprès de la Guadeloupe et de la Martinique, entre-autres la création de la SIFAG, la "Société Immobilière Foncière d'Aménagement de la Guyane". L'objectif est que cette filiale réponde aux différents enjeux : décarbonation, économies d'énergie, accompagnement des porteurs de projets innovants, notamment avec la Brique de Guyane mais aussi les interventions en dents creuses.

Qu'est-ce que cette « Brique de Guyane » ?

C'est à l'initiative d'un porteur de projet qui exploite des matériaux de Guyane pour en faire de la brique, en circuit court dans les centres-villes. Il a créé une usine à Mana employant des guyanais formés à cet effet. Un autre projet est celui de panneaux isolants en matériaux biosourcés, qui seront testés notamment dans les prochaines constructions de la SIFAG. Nous accompagnerons tous les porteurs de projets qui répondront à ce plan de décarbonation et d'économies d'énergie. En les accompagnant, nous créons de la valeur sur nos territoires.

Comment le Groupe Action Logement accompagne-t-il le CTAL Guyane et la SIFAG dans le dé-

ploiement de ces initiatives ?

Déjà financièrement, car pas mal de budgets sont alloués en faveur de la décarbonation. Donc nous, CTAL Guyane, donnons un avis sur les projets quand ils répondent aux exigences du territoire. Nous accompagnons aussi bien les entreprises privées, donc les promoteurs, que les bailleurs sociaux. Les besoins sont tels que nous devons être facilitateur et aller vite.

Et y-a-t-il beaucoup d'initiatives et de projets en Guyane ?

Oui et la SIFAG sera précurseur et démonstratrice de cet accompagnement. Il faut aussi souligner que le logement est le premier poste de dépenses pour les ménages les plus modestes. C'est donc un axe essentiel pour améliorer le pouvoir d'achat des salarié.e.s et des ménages modestes. Avec de tels constats, nous devons proposer de nouveaux outils. Et la SIFAG y répond. Cela démontre bien qu'il y a un besoin et qu'Action Logement se doit de répondre à cette demande, pour que les salarié.e.s aient accès à un logement abordable, de qualité et surtout durable. Notre ADN est de favoriser le lien emploi-logement et le mélange de notre devoir et de nos envies nous permet d'être à la hauteur de nos ambitions.

Y-a-t-il des difficultés spécifiques à la Guyane quant à ces objectifs-là ?

Il y a quelques difficultés, notamment le fait d'avoir des normes qui ne sont pas adap-



› Une partie de l'équipe du CTAL Guyane, avec à droite Kalthoum Ben M'Barek

tées à notre territoire. A ce sujet, la "Cellule Economique Régionale de la Construction" (CERC) de Guyane fait un travail phénoménal : avec la CERC nous sommes en effet capables de fournir des données à l'instant T. D'ailleurs nos études alimentent des organismes comme l'INSEE*, l'IEDOM* et autres. Nous avons aussi des freins environnementaux qui pèsent et ralentissent les projets mais aussi des problématiques de fonciers aménagés. C'est dans ce cadre que nous nous sommes mis d'accord avec le Préfet de Guyane pour surmonter collectivement ces obstacles.

Et comment ce vaste « chantier » de l'adaptation des normes avance-t-il en Guyane ?

Il faut déjà démontrer à l'État qu'il faut prendre en considération les particularismes de chacun des territoires ultramarins. En effet, nous sommes éparpillés sur le globe, nous ne vivons pas les mêmes enjeux, n'avons pas les mêmes besoins, les climats ne sont pas les mêmes, etc. S'adapter nous invite à être réactif.

A ce titre, j'ajoute que la SIFAG a été créée en Mai 2022, et ce 09 Novembre 2023, la première pierre d'une première

opération de 44 logements locatifs intermédiaires sur la commune de Macouria a été posée. Ces logements sont destinés à 100% aux salarié.e.s d'entreprises.

Fort des éléments que vous avez indiqués comment envisagez-vous le futur du logement décarboné en Guyane, sachant qu'il y a cet objectif « zéro émission nette » à l'horizon 2050 ?

En Guyane, nous sommes déjà à 75% en termes d'autonomie énergétique. Le but est donc d'atteindre les 100% d'ici là. Il y a des enjeux qui sont colossaux ici, le "poumon vert français", et le plus grand laboratoire de recherche(s) en forêts, donc la diminution des gaz à effet de serre est incontournable. La Guyane est un territoire précurseur et qui peut être démonstrateur. Il nous faut donc continuer à être force de proposition(s).

Le Groupe Action Logement, à travers son volet innovation et toute son ingénierie peut aider le territoire à aller plus loin et à accélérer les réalisations dans ce domaine.

Propos recueillis par Mike Irasque

*INSEE : Institut National de la Statistique et des Etudes Economiques. IEDOM : Institut d'Emission des Départements d'Outre-Mer.

« Les Roses d'Acajou » ont éclos...

« Cette très belle opération est un acte à la fois social et moral »

Sise au quartier « Acajou Prolongé » du Lamentin, la Résidence « Les Roses d'Acajou » a été inaugurée le 15 novembre dernier. Portée notamment par la société Ozanam-Groupe Action Logement, cette réalisation de 64 logements aux qualités esthétique, architecturale et environnementale renforce désormais l'offre locative de Martinique. Les précisions successives de Koumaran Pajaniradja, directeur général d'Action Logement Immobilier, et de Fabrice Belliard, président de la FPB Holding et représentant de la SCCV* « Les Roses d'Acajou ».

Antilla : Qu'est-ce qu'une opération comme celle-ci représente pour le Groupe Action Logement en termes d'engagement ?

Koumaran Pajaniradja : Cette opération incarne l'identité du Groupe Action Logement. Le Groupe Action Logement c'est d'abord les territoires. C'est la raison pour laquelle je suis venu en Martinique, parce qu'il faut sentir la spécificité de la Martinique en venant sur le ter-

rain, au contact des élus. C'est une opération exceptionnelle, d'abord parce qu'elle a été réalisée en un temps record : 105 semaines. Cette très belle opération est un acte à la fois social et moral dans la mesure où le Groupe Action Logement, gouverné par les partenaires sociaux, attache de l'importance à être utile à la vie quotidienne. Et comment être utile à la vie quotidienne autrement qu'en offrant un toit à des martiniquais ? C'est la raison pour laquelle ce projet, que nous avons réalisé en étroite collaboration avec la ville du Lamentin, est une grande fierté pour nous.

Vous parliez à l'instant de « spécificité » de la Martinique : selon les retours que vous avez et les éléments de connaissances dont vous disposez, quelle est cette spécificité ?

La spécificité de la Martinique c'est d'abord celle d'écouter les habitants. Il faut le faire. Action Logement est un groupe d'envergure nationale, c'est même la première foncière d'Europe, mais nous sommes très décentralisés. Ozanam est gouverné par un



► Koumaran Pajaniradja
@ Jean Chiscano

Conseil d'Administration d'hommes et de femmes de l'entreprise, du territoire, qui connaissent les besoins, les enjeux et les élus. Et cette spécificité ici, il faut l'écouter : il faut écouter l'intégration paysagère qui est demandée, il faut écouter les aspirations sociales. Tout à l'heure j'écoutais le directeur de l'INSEE-Martinique parler de l'évolution démographique et des particularités du territoire ; particularités qu'il faut entendre aussi parce qu'elles se traduisent

toujours dans une originalité en matière d'habiter. Lorsqu'on a une population comme la population martiniquaise, qui a ses caractéristiques en termes de démographie et de vieillissement, on a forcément des aspirations différentes en matière d'habitat. C'est ça qu'il faut écouter, c'est ça qui constitue la spécificité qu'il faut naturellement respecter et traduire par des solutions ; ce que l'on essaie de faire.

Quelles sont selon vous les caractéristiques les plus séduisantes ou saillantes de cette résidence Les Roses d'Acajou ?

Ce qui me fascine d'abord c'est l'intégration de ce projet dans le paysage, dont vous voyez le cadre de verdure qui a été imaginé. Une intégration paysagère dont même les façades traduisent la diversité des coloris qui est celle du territoire. Et c'est très important parce qu'il faut que le salarié martiniquais qui habitera ces immeubles s'identifie aussi, identitairement et culturellement, par ces couleurs-là. Cette identité architecturale est donc très forte et le cadre naturel rappelle aussi une caractéristique très forte du territoire. Nous avons également mis en place une réponse fonctionnelle de ces logements, qui répondent à des aspirations très fortes.

Propos recueillis par Mike Irasque

➤ Patrick Lecurieux-Durival, président d'Ozanam Martinique, remet les clés à la première résidente



➤ Koumaran Pajaniradja, entouré de Fabrice Belliard et Roger Pansan

QUELQUES ÉLÉMENTS COMPLÉMENTAIRES

Cette résidence est composée de 49 logements locatifs sociaux intermédiaires (PLS) et de 15 Logements Locatifs Sociaux (LLS), répartis sur 3 bâtiments. La "ventilation" est la suivante : 8 logements de type 2, 48 logements de type 3 et 8 logements de type 4 en R+3, avec 77 places de stationnement. Sur une parcelle de 6442 m², ces 64 logements ont été acquis en "Vente en Etat Futur d'Achèvement" (VEFA) ; une offre présentée donc par la SCCV Les Roses d'Acajou, représentée par Fabrice Belliard. D'un coût total de 11.773.800 millions d'euros, l'opération a été financée par des prêts d'Action Logement (dont le "Plan d'Investissement Volontaire") de 4.420.830 millions, de la "Caisse des Dépôts et Consignations" (CDC) à hauteur de 3.416.595 millions, par des subventions de l'Etat via la "Ligne Budgétaire Unique" (LBU) de 356.652 euros, d'Action Logement de 28.500 euros et du crédit d'impôt de 3.551.223 millions d'euros. (source : Ozanam-Groupe Action Logement).

■ **FABRICE BELLIARD, PROMOTEUR DES ROSES D'ACAJOU**

« L'idée est de contribuer à relever le défi du mal logement pour notre Martinique »

Antilla : Pouvez-vous nous en dire davantage sur le temps « record » de cette construction ?

Fabrice Belliard : La pose de la première pierre a eu lieu fin Mars 2022, avec remise des clés ce 15 Novembre 2023 au premier locataire. Cette construction a donc été en effet vite, mais nous sommes dans les délais nationaux. Notre équipe a livré cette opération en 18 mois (ndlr : aujourd'hui la moyenne locale est supérieure à 30 mois). Pour réaliser cette opération dans ces délais c'est beaucoup d'appels, de mails, de WhatsApp à énormément d'intervenants, puisqu'une opération comme celle-là implique des interventions très nombreuses de la mairie, de la CACEM, de la CTM, d'Action Logement, d'Odyssey, d'EDF, du SMEM, du notaire, de la banque, etc. C'est plus de 300.000 heures de travaux réalisés directement et indirectement, mais la particularité de cette opération c'est son volet environnemental, qui est particulièrement abouti, et j'en remercie mon équipe de maîtrise d'œuvre d'avoir accepté ce challenge..

C'est-à-dire, plus précisément ?

Cette partie environnementale concerne les candélabres solaires, les ampoules LED, c'est le bassin de rétention pour canaliser les eaux pluviales, l'éclairage de tous les communs alimentés par des panneaux photovoltaïques,, c'est encore la citerne enterrée pour arroser les plantations et le nettoyage extérieur, ce sont les ventelles pour la ventilation naturelle des bâtiments, c'est aussi l'eau chaude solaire, autant d'arbres que de logements, etc...

Ces mesures ont donc permis de considérer que ce bâtiment a une valeur ajoutée en termes de qualité environnementale. D'ailleurs dès le départ de la FPB Holding, nous avons signé une convention avec EDF sur la maîtrise et l'efficacité énergétique.

Toutes ces mesures s'inscrivaient donc dans un cadre légal et réglementaire ?

Oui, dans un cadre légal et réglementaire. Nous devons le faire, c'est une responsabilité ; nous avons pris l'engagement à la FPB Holding, dès le départ, d'avoir cet axe fondamental qu'on appelle ENR, c'est-à-dire "énergie renouvelable."



Quelles ont été, dans les grandes lignes, les engagements d'Ozanam et du Groupe Action Logement dans cette réalisation ?

C'est un programme en VEFA, "Vente en Etat Futur d'Achèvement". Mon projet a donc séduit Ozanam, et une fois qu'il a été validé c'était à moi de construire l'opération, avec d'ailleurs une date de livraison prévue au départ sur le contrat de vente, en Mars 2024.

Est-ce la première fois que la structure que vous présidez réalise une opération comme celle-ci ?

C'est la première opération. Entre-temps nous avons engagé les tra-

voux de la "Résidence Pierre Aliker" (130 logements destinés au corps médical, à proximité du CHU Pierre Zobda-Quitman, ndr). Nous ouvrons bientôt l'Hôtel Sable Bleu (ndlr : Depuis la rédaction de cet article l'hôtel a reçu ses premiers résidents Canadiens et Suisses, le 7 décembre) au Marin, et nous avons d'autres projets à venir. L'idée pour nous c'est de faire du logement structurant. Nous souhaitons contribuer à relever le défi du mal-logement de notre territoire. Nos prochains projets tournent autour de la résidence pour personnes âgées, de la résidence pour jeunes actifs..., l'idée pour nous c'est de répondre à un besoin. Sachant qu'il y a 30.000 logements insalubres en Martinique le besoin est donc criant. Nous savons tous que le logement change des vies.

La qualité environnementale est-elle la caractéristique majeure de cette résidence Les



Roses d'Acajou ?

Oui mais au-delà c'est le choix architectural. Par exemple avoir choisi des garde-corps vitrés est clairement plus coûteux que des garde-corps classiques, mais c'est aussi l'objectif. Nos résidents ont droit à des logements durables, à des prix abordables, mais aussi agréables. Notre recette est le travail continu.

Par quels acteurs une opération comme celle-ci est-elle principalement portée financièrement ?

Elle est portée par l'acquéreur, c'est-à-dire Ozanam Groupe Ac-

tion Logement, accompagné des fonds de l'État (LBU), du PIV d'Action Logement Groupe, et aux garanties d'emprunts de la ville du Lamentin et de la CTM. L'ingénierie des équipes d'Ozanam rend l'équation possible.

Le Groupe que vous présidez a donc « dans les tuyaux » des projets présentant ces caractéristiques thématiques que vous évoquez ?

Nous avons des projets, notamment du logement tourné vers les "jeunes actifs" et vers les personnes âgées à travers une MARPA. L'exercice est très difficile, mais nous avons la chance d'avoir dans notre organisation des Femmes et des Hommes exceptionnels, déterminés, je dirais même acharnés.

Propos recueillis par Mike Irasque

*SCCV : Société Civile immobilière de Construction-Vente.



La décarbonation du logement social ultramarin : Un objectif clair !

En conclusion de ce 1^{ère} Convention inter-territoriale, Jacques Fayel, Alain Benjamin, Alain Coridon, Eric Picot, Bruno Arcadipane, et le Préfet de Guyane ont résumé les discussions et les engagements pris, en insistant sur la nécessité de maintenir la dynamique et de poursuivre la collaboration en faveur de la décarbonation et le développement durable.

Cette convention interterritoriale Antilles-Guyane a non seulement mis en exergue les défis actuels du secteur du logement, mais a également ouvert la voie à des solutions innovantes et collaboratives. L'accent mis sur la décarbonation, l'innovation, et l'amélioration de la qualité de vie tout au long de l'événement a permis de tracer une feuille de route pour un avenir durable dans ces trois territoires. L'engagement unifié de tous les acteurs présents témoigne de la volonté collective de transformer les défis en opportunités, posant ainsi les bases solides pour un développement territorial respectueux de l'environnement et socialement responsable. L'importance de l'engagement des différents acteurs régionaux a été soulignée tout au long de la journée, car le succès de ces initiatives dépend d'une synergie entre les politiques gouvernementales, les actions des entreprises du bâtiment, l'implication de tous les acteurs locaux et des start-ups innovantes. L'accent a été mis sur la nécessité d'une approche holistique, intégrant la dimension sociale, économique et environnementale dans la conception et la mise en œuvre des politiques de l'habitat.

Un point clé abordé lors de l'événement a été l'urgence de répondre aux besoins spécifiques des populations locales. Les intervenants ont discuté des difficultés auxquels font face les salariés d'entreprises, les jeunes, les seniors, en matière de logement, soulignant la nécessité de développer des solutions adaptées à chacune de ces catégories. L'importance

de l'accessibilité et de la durabilité des logements pour les personnes âgées, ainsi que la création de possibilités de logements abordables pour les jeunes, ont été des thèmes récurrents apportant par la même des réponses à la transition démographique.

La décarbonation et l'efficacité énergétique ont été identifiées comme des leviers clés pour atteindre ces objectifs. Les experts ont partagé des exemples concrets de la façon dont la rénovation énergétique peut non seulement réduire les émissions de carbone, mais aussi améliorer le confort des habitants et réduire les coûts énergétiques, et apporter également du pouvoir d'achat supplémentaire aux salariés locataires ou propriétaires.

Des discussions ont également porté sur l'importance de l'innovation dans les matériaux de construction, avec une emphase sur l'utilisation de matériaux locaux et renouvelables pour minimiser l'empreinte carbone.

En outre, l'événement a mis en lumière le rôle crucial de la sensibilisation mais aussi des changements de comportements nécessaires et de la formation. Il a été reconnu que pour réussir la transition vers un logement plus durable, il est essentiel d'éduquer et d'impliquer les acteurs dans le processus. Les discussions ont porté sur les moyens de communiquer efficacement, sur les avantages de la décarbonation, de l'efficacité énergétique, et sur la manière dont les bailleurs peuvent jouer un rôle plus actif dans ce processus.

La session de clôture a également souligné l'importance de l'économie circulaire dans le secteur du logement. Les intervenants ont discuté de la façon dont la réutilisation et le recyclage des matériaux peuvent contribuer à la durabilité globale des projets sur les territoires. Des exemples concrets, tels que la réutilisation de l'acier, du béton et d'autres matériaux dans de nouveaux projets de construction, ont illustré comment les principes de l'économie circulaire peuvent être appliqués dans la pratique.

En résumé, la 1^{ère} convention interterritoriale Antilles Guyane a été un moment exceptionnel pour partager des idées, des stratégies et des innovations en matière de décarbonation et de logement durable en Outre-Mer. Les discussions riches et variées ont démontré une compréhension profonde des défis à relever et ont mis en évidence une forte volonté de collaborer et de se fédérer autour d'Action Logement pour un avenir durable. Cette matinée a non seulement établie une base solide pour les actions futures, mais a également inspiré une vision commune pour un avenir où le logement durable est au cœur des stratégies de développement en Guyane, en Martinique, en Guadeloupe, et même au-delà. ■

Philippe Pied

ROCKET

Since 1952

Sé Rocket nou lé !

**OFFRE
SPECIALE !**



REPRISE DE VOTRE BATTERIE USAGÉE

DUCOS
Z.I de Champigny
0596 56 00 31

LE FRANÇOIS
Z.I de Trianon
0596 56 40 04

SAINTE-MARIE
Quartier Union
0596 54 85 15

LE MARIN
Z.A Artimer
0596 74 93 59

ROSETTE

**TÉLÉCHARGEZ
L'APPLICATION
MON E.LECLERC,
VOTRE ASSISTANT
PERSONNEL DE COURSES.**

- Votre carte E.Leclerc dématérialisée
- Tous vos bons de réduction
- Tous vos catalogues
- Votre liste de courses à partager



APPLICATION MON E.LECLERC

Votre assistant personnel de courses.





› L'église orthodoxe du village

ne voulais faire prendre de risques à personne car pour arpenter les salons feutrés du Parlement Européen on trouve facilement du monde, mais pour aller sur les théâtres de guerre c'est un autre sujet. Je décide d'y aller seul, sans protection ni cadre particulier, dans l'objectif de rencontrer de jeunes ukrainiens et d'avoir d'eux un point de situation ainsi que leurs requêtes, c'est-à-dire de quoi ont-ils besoin, que souhaitent-ils voir mettre en place pour eux, et surtout mesurer la distance qui sépare notre paradigme du leur.

Quand vous avez décidé d'aller en Ukraine vous étiez déjà rentré en Martinique ?

Non, j'étais dans la Meuse et finalement je décide d'aller en Ukraine depuis Paris. Mais comme l'espace aérien ukrainien est complètement fermé en raison du conflit je prends l'avion, avec quand même une certaine appréhension, pour aller dans une ville du nord de la Roumanie qui s'appelle Cluj-Napoca : ville de 280.000 habitants dans la région de Transylvanie. J'arrive donc en Roumanie et j'organise mon départ vers l'Ukraine, qui se fait par train. Je pars de Cluj-Napoca et j'arrive dans une toute petite ville frontalière qui s'appelle Sighetu Marmatiei, après avoir traversé l'impressionnante région transylvanienne. Soudain, au bord de la rivière Tisza qui est un affluent du Danube, je me retrouve en face de la dernière frontière européenne avant l'Ukraine. Mes papiers sont alors vérifiés à la sortie du territoire roumain,

on traverse un pont en bois, plutôt lugubre et en mauvais état, et on arrive à la frontière ukrainienne. Là il n'y avait que des militaires armés de Kalachnikov, qui vérifient vos papiers d'identité et tout ce qu'il faut. Et au moment de passer le *checkpoint* (point de contrôle, ndr) le militaire ne te dit pas "bienvenue" mais "bonne chance"...

Vous avez hésité avant de décider d'aller en Ukraine ?

Évidemment. Même à l'aéroport je me disais "j'y vais ou pas...". En plus on ne peut rien planifier à l'avance dans un pays qui vit un tel conflit : à n'importe quelle étape vous pouvez être arrêté et obligé de revenir en arrière, vous n'avez jamais la garantie d'arriver au bout de votre voyage. En termes d'émotions et d'appréhension l'Ukraine c'est pas le Club

Med, mais j'ai tranché d'y aller car j'avais la possibilité de le faire. Ce n'est pas une opportunité qui se présente tout le

temps, et surtout j'avais confiance en l'importance de ce que j'étais en train de faire.

Comment votre famille et vos proches ont-ils réagi à votre décision ?

Je ne les ai pas prévenus. Seule une poignée de personnes savait que j'avais pris ce périlleux chemin. Et je ne voulais surtout pas donner du poids aux préjugés mais me focaliser sur les faits.

AU MOMENT DE PASSER LE CHECKPOINT (POINT DE CONTRÔLE, NDR) LE MILITAIRE NE TE DIT PAS "BIENVENUE" MAIS "BONNE CHANCE"..."

Que s'est-il passé après ce checkpoint ?

Je me suis rendu dans la ville de Rakhiv, petite ville rurale de 15.000 habitants dans la vallée des Carpates. Mais quand on arrive en Ukraine on ne peut pas aller dans cette ville en train, il faut y aller en taxi ; on longe alors la rivière Tisza puis le Danube, dont toutes les rives sont protégées par des barbelés militaires. À ce moment-là je suis en Ukraine. Puis je prends un taxi et passe 5 ou 6 checkpoints militaires pour arriver à Rakhiv. Il faut bien noter que dans cette zone où j'étais il n'y avait pas de bataille(s) mais beaucoup de réfugié.e.s, notamment dans les hôpitaux militaires et dans Rakhiv en général, où un couvre-feu très strict était imposé à 22 heures.

Que vouliez-vous faire précisément à Rakhiv ?

Au départ j'avais pour objectif de rencontrer des personnes, notamment des réfugié.e.s ; ce que j'ai pu faire en passant notamment par l'église catholique puisqu'il y avait deux églises dans le village : l'une catholique, l'autre orthodoxe. Je voulais rencontrer ces personnes pour savoir ce qu'elles voulaient qu'on mette en place pour elles. J'ai pu les rencontrer mais elles n'ont pas voulu être filmées ni citées. Par contre, j'ai pu avoir l'interview d'une jeune ukrainienne de vingt-trois ans, **Kate***, qui a gentiment accepté de donner son témoignage en vidéo*. Originaire d'Odessa, **Катя Харченко** (prononcez Katya Kharchenko, ndr) est étudiante en journalisme. Elle m'a parlé de son expérience, des bombardements opérés sur Odessa à cette époque-là et du fait que l'aide internationale qui arrivait sur cette zone ne ciblait pas spécialement les étudiants, qui étaient donc dans une situation extrêmement difficile.

« Sans rien demander pour elle, Kate voulait que son histoire et ce conflit qui s'enlise dans leur pays ne soient pas oubliés des représentants européens »

➤ Avec Kate



VOIR LA VIDÉO



Elle m'a aussi fait remonter ses demandes, dont la plus importante était de faire de notre mieux pour que l'invasion qu'ils subissent ne soit pas oubliée au niveau des dirigeants de l'Europe de l'Ouest, particulièrement au niveau des dirigeants français. Sans rien demander pour elle, Kate voulait que son

histoire et ce conflit qui s'enlise dans leur pays ne soient pas oubliés des représentants européens.

A-t-elle eu d'autres demandes ?

Oui, sa deuxième demande était d'avoir des correspondants ; c'est à dire de proposer, à travers elle ou via des organisations existantes, d'avoir des correspondants de l'Ouest pour les personnes voulant quitter le territoire ukrainien, afin qu'ils ne se retrouvent pas seuls dans les pays où ils se rendraient. Après cela nous avons commencé - dans l'association que je préside, le FTJM (Forum Territorial de la Jeunesse Martiniquaise) - à rédiger le

► Pour un soldat mort au combat

rapport sur ce déplacement, sur tout ce que j'ai constaté, puis nous l'avons envoyé à la présidente du Parlement Européen : Mme Roberta Metsola. L'une des choses qui m'a le plus surpris à Rakhiv, c'est qu'il n'y avait quasiment que des femmes ou des militaires dans les rues. Il n'était pas rare, quand vous alliez acheter un sandwich ou quelque chose au marché, que vous soyez servi exclusivement par des jeunes de 13 à 15 ans ou par des femmes : les hommes étaient partis au front et y mourraient par centaines, comme pouvait en témoigner le Mémorial fleuri, sur la place principale. En juillet dernier, plus d'un tiers des habitants de cette ville étaient des réfugié.e.s venant de zones sinistrées. Mais chose extrêmement surprenante, les services de Rakhiv fonctionnaient et la ville était parfaitement approvisionnée en tout. C'était loin de l'imagerie qu'on pourrait supposer. Tous les services essentiels comme la Poste, les communications, les commerces, les restaurants ou les transports, fonctionnaient normalement.

Comment les habitants de Rakhiv vous ont-ils reçu ?

Ils étaient très surpris de voir quelqu'un qui vient en "mission", qui ne soit ni un militaire ni un officiel, mais j'ai été accueilli tout à fait normalement. Un petit groupe d'une dizaine de personnes a accepté de répondre à mes questions.



Que gardez-vous humainement, au sens le plus large possible, de cette expérience en Ukraine ?

J'avais besoin de faire cette expérience-là. En tant que président d'association, de faire la différence entre les salons feutrés du Parlement et les théâtres de guerre en Ukraine. Parce que notre génération n'a pas connu ces choses-là, elle est très éloignée de ces questions-là, qui n'ont jamais été aussi prégnantes que maintenant et qui s'amplifient dans le monde. J'ai été conforté dans l'idée que ce n'est pas parce qu'un conflit est loin géographiquement qu'il ne nous impacte pas d'une manière ou d'une autre. Et je pense que ça a été un réconfort, pour les gens que j'ai rencontrés en Roumanie et en Ukraine, de savoir que même des gens venant de très loin se préoccupaient véritablement de ce qui leur arrive. Si la Martinique se retrouvait dans une situation similaire, cette solidarité-là aurait aussi un impact sur nous.

Et je suppose que ces roumains et ces ukrainiens n'ont pas souvent eu l'occasion d'échanger avec un martiniquais, n'est-ce-pas ?

Exact. Ils m'ont accueilli chaleureusement, ont voulu me parler, me rencontrer, savoir d'où je venais : ça a été un moment extrêmement enrichissant. J'ai voulu aller à leur rencontre et garder le contact avec eux. C'est en atterrissant à Paris que j'ai vraiment réalisé la richesse de cette expérience et la mission qui commençait alors. Et qui se poursuit encore. Pour moi cette histoire continue, impossible d'oublier.

Propos recueillis par Mike Irasque

*Dans la nuit du 05 au 06 novembre derniers, le Musée des Beaux-Arts où travaillait Kate à Odessa, a été bombardé : il n'y a pas eu de victime(s) dans le Musée, les œuvres avaient été mises à l'abri ainsi que les employés.

*Interview de Kate :
https://youtu.be/6SJWUk-Dej4?si=_Dfsj38zweRqDB4v

FACE *à* FACE

viàATV
C'EST MA TÉLÉ



BARBARA JEAN ELIE

TOUS LES SOIRS

18H40

■ HABITAT - CONFORT INTÉRIEUR

Joao Pereira, gérant de **SOLARPRO**

Distributeur exclusif SolAir

« **L'extracteur d'air solaire a été élu "Produit du BTP 2021" par SAGERET*** »



Extracteur d'air chaud solaire SR18® : qu'est-ce que c'est ? A quoi ça sert ? Comment ça fonctionne ? Joao Pereira, le gérant de la société SOLARPRO, projet entrepreneurial débuté en octobre dernier, est véritablement intarissable quant aux qualités et performances de cet appareil*. Présentation de cette « solution solaire la plus avancée au monde. »

Antilla : Pouvez-vous présenter cet extracteur d'air solaire ?

Joao Pereira : L'extracteur de comble fonctionne grâce à l'énergie solaire avec son panneau photovoltaïque. Il est complètement autonome et fonctionne toute l'année, et gratuitement, grâce aux rayons lumineux. Son rôle est de réduire significativement

la température ambiante et l'humidité à l'intérieur des espaces clos tout au long de l'année, comme vos combles, entrepôts, zones de stockage, hangars, entrepôts, bâtiments commerciaux etc. L'extracteur d'air solaire SR18® utilise le soleil pour résoudre ces deux problèmes : ainsi la température et l'humidité n'atteignent jamais un niveau élevé. Il est autonome et ne consomme pas d'électricité. Et il est conçu pour être utilisé dans pratiquement toutes les applications résidentielles, commerciales et utilitaires. Quand les rayonnements du soleil tapent sur nos toitures, la chaleur entre et devient "prisonnière". Le SR18® va dès le lever du jour extraire cet air chaud de manière permanente pour le renvoyer à l'extérieur, permettant ainsi de diminuer la température ambiante d'environ 04 à 06 degrés toute l'année selon les secteurs ; ce qui je crois

n'est pas négligeable, surtout aujourd'hui (sourire). Pour finir, le SR18® assainira également l'air vicié en supprimant la condensation, l'humidité, en diminuant les moisissures sur les murs ainsi que les

mauvaises odeurs... C'est la solution idéale pour les régions comme la nôtre !

Quel est le processus de cette extraction d'air ?

A l'intérieur du SR18® se trouve un système de ventilation inversé, qui ne va pas ventiler mais aspirer, extraire, l'air chaud. Au lever du jour, le panneau solaire intégré fera au-

QUAND LES RAYONNEMENTS DU SOLEIL TAPENT SUR NOS TOITURES, LA CHALEUR ENTRE ET DEVIENT "PRISONNIÈRE".

MENISERIES
Socomi
CUISINES

VENTELLES
GARDE-CORPS CUISINES
SALLE DE BAINS - AMENAGEMENTS
INTERIEUR - DRESSINGS - PLACARDS
MAISON CONNECTEE - PERGOLAS
MOUSTIQUAIRES
MEUBLES DE JARDIN

SOCOMI POUR VOTRE MAISON

ALUMINIUM
PVC PORTES - FENETRES
COULISSANTS - PORTAILS
JALOUSIES - SECURITIS
VOLETS BATTANTS SLIDINGS
VOLETS ROULANTS
RIDEAUX METALLIQUES
ADVENTS



Contactez-nous au **0596 51 11 84**
Demandez vos devis sur socomi@socomi.mq
Retrouvez-nous sur socomi-menuiseries.fr

Place d'Armes, Le Lamentin, 97232

S'évader du quotidien.



Mercedes GLA

à partir de **669 €/mois***

Prix comptant de 50 000€ ou en location avec option d'achat sur une durée de 60 mois : 1^{er} loyer de 9 450€ suivi de 59 loyers de 668,19€. Montant total dû avec option d'achat finale : 61 073,21€. Hors assurance facultative et Assurance Perte Pécuniaire (Garantie Perte Financière).



Mercedes-Benz Socaumar c/o Autos GM Acajou Le Lamentin - Tél. : +596 596 58 91 00 - [mercedesbenzmartinique](https://www.parfait.mercedes-benz.fr) - www.parfait.mercedes-benz.fr

* Exemple pour une location avec option d'achat de 50 000€ d'une durée de 60 mois et d'un kilométrage annuel de 10 000 km, 1^{er} loyer de 9 450€ suivi de 59 loyers mensuels de 668,19€ hors assurance facultative, option d'achat finale de 12 200€, soit un montant total dû sans option d'achat finale de 48 873,21€ hors assurance facultative (dont 202,75€ de frais de dossier). Montant total dû avec option d'achat finale de 61 073,21€ hors assurance facultative (dont 202,75€ de frais de dossier). Le coût mensuel de l'assurance facultative Décès, Perte Totale et Irréversible d'Autonomie, Incapacité Temporaire Totale de travail, souscrite auprès de Cardif Assurance Vie et Cardif Assurances Risques Divers, est de 46,23€ par mois qui s'ajoute au montant du loyer ci-dessus. Coût total de l'assurance facultative : 2 727,57€. L'offre de location avec option d'achat valable du 16/02/2023 au 17/05/2023 pour un montant de 2 001 € à 200 000 € sur une durée de 25 à 61 mois pour l'achat d'un véhicule neuf, objet de la présente offre, réservée aux particuliers à usage privé. Kilométrage annuel maximum de 50 000 km plafonné à 150 000 km sur la durée du contrat. * Loyer arrondi à l'euro supérieur.

UN CRÉDIT VOUS ENGAGE ET DOIT ÊTRE REMBOURSÉ. VÉRIFIEZ VOS CAPACITÉS DE REMBOURSEMENT AVANT DE VOUS ENGAGER

Pensez à covoiter [#SeDéplacerMoinsPolluer](https://twitter.com/SeDéplacerMoinsPolluer).





tomatiquement fonctionner l'hélice de l'extracteur, qui va extraire jusqu'à près de 3000 m³ d'air par heure. Le SR18® permettra à votre maison de "respirer" même portes et fenêtres fermées : une vraie révolution ! Il va aussi réduire les coûts des climatiseurs et des cycles de refroidissement. Plus besoin de se mettre en mode "turbo", mode extrêmement énergivore, pour récupérer la température ambiante avant de commencer à rafraîchir. Car le SR18® l'aura déjà fait en votre absence.

Quelle est la longévité de cet extracteur ?

Développé et fabriqué aux États-Unis, le SR18® est très résistant dans le temps pour plusieurs raisons : la coque et les pales de l'hélice sont en ABS, matériau consti-

tuant les pare-chocs de voitures et qui ne s'altère pas, même face à notre air salin. De plus, il est doté d'un moteur "brushless" fonctionnant par convection, sans aucun frottement mécanique, ce qui le rend d'ailleurs "ultra silencieux." SOLARPRO propose bien sûr une garantie décennale quant à son installation et une "garantie constructeur" de 5 ans. Le SR18® a passé les certifications les plus rigoureuses, ASTM-E330 et TAS100a-95, certifiées "Wind and Wind-Driven Rain Certification".

La taille de l'extracteur varie-t-elle selon les dimensions du bâtiment sur lequel il est installé ?

Non, la taille du SR18® ne diffère pas. Sa taille unique est de 60 centimètres par 60, sur 37 centimètres de hauteur. La puissance seulement diffère en fonction du besoin : 35 ou 60 watts. En revanche, le nombre d'extracteurs à installer peut varier en fonction du

volume global d'air à traiter. Pour une maison de particulier par exemple, un seul extracteur suffit très largement.

Concernant cette installation de l'extracteur, SOLARPRO fait-il appel à des sous-traitants ?

Oui, nous collaborons parfois avec deux entreprises martiniquaises ; des installateurs certifiés, couverts par une garantie décennale.

Quels sont les prochains objectifs importants pour SOLARPRO ?

Nous aimerions répondre à la problématique du confort thermique en proposant des solutions. Promouvoir ce type de technologie "révolutionnaire" afin de permettre à ceux qui n'ont pas la possibilité technique ou autres d'installer la climatisation, d'avoir une alternative. Savez-vous par exemple que nos enfants se retrouvent parfois avec des températures avoisinant les 39 degrés dans leurs salles de classe ? Nous pensons véritablement que dans un grand nombre de cas l'installation d'extracteurs d'air solaire devient urgente. Notre objectif principal est de convaincre d'une telle évidence et de l'absolue nécessité de se pencher véritablement sur ce type de solution auprès des décideurs.

Propos recueillis par Mike Irasque

**SAGERET est la référence des annuaires du BTP en France. *Une technologie déjà installée dans certaines entreprises et maisons individuelles en Martinique.*

LE SR18® PERMETTRA À VOTRE MAISON DE "RESPIRER" MÊME PORTES ET FENÊTRES FERMÉES"

Thèse de Mr Thomas BAUDRY, sur le campus de Poitiers, en vue de l'obtention du grade de « Docteur en Biologie de l'Université de Poitiers »

Le 3 Octobre 2022 s'est tenue la soutenance de thèse de Mr Thomas BAUDRY, sur le campus de Poitiers, en vue de l'obtention du grade de « Docteur en Biologie de l'Université de Poitiers ». Les travaux de thèse, intitulée « **Evaluation des impacts de l'écrevisse exotique envahissante *Cherax quadricarinatus* sur les hydrosystèmes de Martinique** », ont été menés sur le territoire Martiniquais, au sein du groupe de recherche BIOSPHERES, en collaboration étroite avec le laboratoire Ecologie et Biologie des Interactions (EBI) de Poitiers, sous la direction de Juliette SMITH RAVIN (Pr) et Frédéric GRANDJEAN (Pr).



Les travaux de thèses menés depuis 2018 s'articulent selon 3 axes, avec les objectifs suivants :

- ✓ Actualiser la distribution de l'espèce et les densités de population
- ✓ Mesurer l'impact de l'écrevisse sur les communautés natives
- ✓ Etudier le potentiel de bioaccumulation et de décontamination du chlordécone

LES TRAVAUX

Cherax quadricarinatus, connue sous le nom vernaculaire de « l'écrevisse bleue », est une espèce originaire du Nord de l'Australie et du Sud de la Papouasie-Nouvelle-Guinée et est considérée depuis la fin du 20ème siècle comme l'espèce phare pour l'astaciculture (élevage d'écrevisse) en milieu tropical. Elle fut aussi introduite en Martinique au début des années 2000 en provenance de Cuba afin de redynamiser l'exploitation commerciale des crustacés.

Les résultats ont mis en évidence une large invasion et une forte densité sur le territoire Martiniquais, avec certains bassins versants totalement envahis (Lézarde, Galion, Rivière Salée ...). Les impacts sur les communautés autochtones semblent très forts, notamment sur les mollusques et les crevettes locales, appelées « z'habitant »



CACAOS ET CHOCOLATIERS DE MARTINIQUE

Le PNRM depuis quelques années, met en évidence les produits patrimoniaux, le café, le cacao, le cochon créole. Il mène un travail de recherche sur les espèces, il se situe en amont des filières pour les structurer et les réhabiliter.

Il est à l'origine de la réhabilitation de cacaoyères et de relance de la filière, il joue un rôle de conservatoire des espèces de Cacao, dont la Martinique possède plusieurs variétés. « La filière du cacao est une filière d'avenir valorisant un produit typique et de qualité supérieure à forte valeur ajoutée, au sein d'un territoire historiquement producteur de cacao où sont installés des chocolatiers demandeurs de production locale. »

Longtemps tombée en désuétude, la culture du cacao en Martinique reprend de la vigueur avec plusieurs producteurs déterminés et le projet de revalorisation de la filière initié par le Parc Naturel Régional de Martinique, PNRM et le Pôle Agroalimentaire Régional de la Martinique, PARM.





Le Chocolat Élot

Une odyssée gourmande ancrée dans l'histoire de la Martinique

Nous devons ce chocolat patrimonial, installé d'une façon ou d'une autre dans tous les foyers martiniquais, à l'ingénieur Auguste Alexandre Élot. Pionnier dans son domaine et visionnaire, il a créé la chocolaterie Élot, en 1911, l'année du passage de la Comète de Halley dans le ciel des Antilles. Depuis, ses successeurs ont su maintenir ce flambeau pour s'imposer comme le chocolat de la Martinique jusqu'à aujourd'hui.

Né en 1871 en Guadeloupe, Auguste Alexandre Élot était le fils aîné d'Alcide Élot, originaire de Saint-Pierre de la Martinique et gérant sur une Habitation de cacao. S'il a inscrit son nom dans l'histoire du chocolat en Martinique, c'est que dès l'enfance il fut prédestiné à la passion du cacao.... Il suivit de brillantes études au lycée de Basse-Terre, et obtint son diplôme de l'École Nationale d'Agriculture. Sa passion pour le cacao le conduisit à

rédigier un mémoire de fin d'étude intitulé "Le cacao, sa culture, son industrie".

L'ÉMERGENCE DE LA MARQUE ÉLOT EN MARTINIQUE

Son expertise est rapidement reconnue de tous, notamment lors d'une mission d'étude à Trinidad, à la suite de laquelle, son rapport «Culture et préparation du cacao à la Trinidad » devient une référence en la matière.

Il sera même fait Chevalier de l'Ordre du Mérite Agricole. Malgré les honneurs, Auguste Élot préfère l'action sur le terrain. Et nourrissant le rêve de créer sa propre entreprise de chocolat à partir de fèves locales, il rejoint la Martinique, l'île d'origine de son père. En 1910, associé à Gaston Ernoul, un fabricant de pâtes alimentaires, la société Auguste Élot et Compagnie voit le jour à Fort-de-France.



La naissance officielle de la marque Élot intervient le 28 novembre 1911, avec sur ses emballages, l'image de la Comète de Halley, qui illumina le ciel antillais en juin 1911.

LA MAGIE DU CHOCOLAT ÉLOT : UN GOÛT UNIQUE ET AUTHENTIQUE

Depuis, l'aventure gourmande du chocolat Élot se poursuit et sa recette jalousement gardée, est exclusivement composée de produits naturels. Les fèves de cacao torréfiées à la chocolaterie du Lamentin proviennent de la Martinique et de Colombie. Selon, Wendy Rapon, responsable de la production,



DEPUIS 1911

Chocolat
ELOT

Le goût de la transmission

Moi, je le tiens de maman!



suivre ELOT sur FACEBOOK

La même Recette depuis plus de 100 ans !

POUR VOTRE SANTÉ, PRATIQUEZ UNE ACTIVITÉ PHYSIQUE RÉGULIÈRE. WWW.MANGERBOUGER.FR



c'est le sucre roux de l'usine du Galion de Trinité qui contribue beaucoup à ce goût si particulier et à la texture du chocolat Élot. On retrouve aussi de la vanille naturelle dans la composition. La préparation est orchestrée par le maître-chocolatier, Jean-Paul Ouzé depuis 30 ans! Et la production n'a cessé de s'étoffer puisque à côté des fameuses tablettes et du cacao en poudre de communion, une gamme de biscuits et de chocolats de fête, colorés par les liqueurs Clément et les confitures Royal, sont venues compléter la collection.

UN SIÈCLE DE TRADITION

Après diverses successions familiales, la biscuiterie Girard acquiert la chocolaterie Élot en 1956, elle sera rachetée plus tard par le groupe Hayot. Cependant, la recette originale d'Auguste Élot demeure. Le chocolat Élot Martinique, avec un siècle de tradition, perpétue l'héritage du fondateur. Actuellement, la chocolaterie se modernise et une nouvelle fabrique verra le jour fin 2024.

Un Symbole d'Authenticité

Avec le logo PIL (Produit de l'Industrie Locale), sur ses packagings, le chocolat Élot authentifie et valorise son origine martiniquaise. Il demeure bien plus qu'une gourmandise, c'est un témoignage vivant d'un siècle de passion et de tradition, porté par la vision audacieuse d'Auguste Alexandre Élot et de ceux qui lui ont succédé jusqu'à aujourd'hui. Souhaitons encore longue vie à ce chocolat patrimonial au goût d'enfance.

Nathalie Laulé

Sur la Plantation Andidi, le Chocolat est un Grand Art

C'est une aventure familiale de plusieurs générations, au cœur de la puissante nature du Nord Atlantique, sur le plateau de Morne Capot. La Plantation Andidi est une terre chargée d'histoire, plantée de cacao, café, agrumes, et arbres fruitiers, en biodynamie et agroforesterie sur plusieurs hectares. La fille de la famille, Lynerose Diony, artiste chocolatière, mène le projet ambitieux de créer un cacao de niche dans cette oasis de biodiversité où opère la magie du chocolat.

Un projet intégré au programme du PNRM, de valorisation des produits exceptionnels du terroir martiniquais.

Il y a une cacaoyère ancienne, que le grand-père avait plantée en lisière du terrain familial, de la variété trinitario, et quatre hectares en agroforesterie proches de Saut Babin, avec un mélange de variétés.

« On relance aussi le café sur une parcelle expérimentale de 230 caféiers principalement en arabica typica. » Lynerose Diony parle avec passion de la plantation conduite aujourd'hui principalement par ses parents et son oncle car elle se consacre de plus en plus à l'art de la chocolaterie. « Pour moi, en tant que chocolatière, l'important est de préserver le terroir, c'est pourquoi tout mon cacao vient de notre plantation, il a des notes particulières, il est issu d'un savoir-faire particulier. Chaque espèce a une façon particulière d'être travaillée.

Et il y a des connivences avec la terre, entre les cacaoyers et les plantes qui poussent autour, grâce à leurs réseaux racinaires... » Des essences comme la cannelle et certaines fleurs effleurent le goût du chocolat pur. « On a développé un savoir-faire « Andidi », c'est une terre très ancienne. Il y a longtemps, les gens marchaient énormément et passaient par ici pour aller au grand marché de Saint Pierre. Ils faisaient une halte plus haut pour se restaurer et dormir chez Didi. Au passage, ils récupéraient des fruits et des légumes pour aller les vendre au marché et au retour ils s'arrêtaient aussi. Mon grand-père m'a raconté des tas d'histoires et nous a beaucoup appris sur la terre. Il nous a beaucoup transmis, mon père aussi.»

De la cabosse au chocolat, un processus artisanal authentique.

Lynerose partage son héritage à travers ses chocolats, façonnant chaque pièce avec un soin particulier. Du choix des variétés de cacao, à l'élaboration de ses créations, chaque étape est une danse avec la nature.

La chocolatière privilégie les circuits courts, favorisant les produits de sa plantation et ceux de ses voisins directs. Et elle fabrique dans le secret de son laboratoire, des chocolats noirs purs et végans, des chocolats aux agrumes, aux herbes aromatiques, et même une création délicate à

la rose, des chocolats à la groseille et au vinaigre de cacao, au miel, au café...Chaque saveur est une riche célébration du terroir, chaque pièce est une création gustative et esthétique.

Une palette de saveurs éblouissantes et des ateliers enthousiasmants

Elle propose sur la plantation des tablettes, des coffrets pour Noël avec des assortiments de chocolats au caramel ananas, agrume, beurre salé et mangue. Les productions, réalisées de A à Z sur la plantation, sont aussi conditionnées sur place, offrant aux clients une expérience unique, de la plantation à la dégustation. Lynerose propose également des ateliers de fabrication de chocolat ou d'expérience aromatique, permettant aux amateurs de plonger dans l'univers enchanteur de la chocolaterie.

Vers l'avenir avec ambition et responsabilité.

Mais, la chocolatière témoigne aussi des défis liés aux changements climatiques, réajustant constamment les méthodes pour s'adapter à la chaleur et à la sécheresse. Malgré les obstacles, la passion guide chaque pas, et la production, bien que démarrée en autofinancement, aspire à un développement futur avec le soutien nécessaire.

« Le vrai luxe réside à la campagne »

La chocolaterie Andidi se distingue par son approche non conventionnelle, du terroir à la tablette, offrant une expérience immersive. Le rêve de Lynerose va au-delà de la dégustation, cherchant à sensibiliser à la nature et à la richesse qu'elle offre, le tout dans une perspective de développement du tourisme vert et raisonné pour le Nord Atlantique.

Dans cette aventure chocolatière, chaque détail compte, de la terre au chocolat fin, créant une symphonie sensorielle qui éveille le palais et l'âme, invitant chacun à se questionner sur la façon de se nourrir et de vivre, et à découvrir le véritable trésor qu'offre la nature martiniquaise du Nord Atlantique.

Nathalie Laulé

Contact et vente sur place : Plantation Andidi, Lynerose Diony, Morne Capot, le Plateau. 97214 Le Lorrain Mail : plantation.andidi@gmail.com À suivre sur Instagram.



TERROIR VOLCANIQUE



Vieilli dans des fûts de chêne américain ayant profité d'une double-chauffe, Rhum J.M Terroir Volcanique puise son caractère exceptionnel dans l'environnement de la Montagne Pelée. Puissant et gourmand, ce rhum est la parfaite illustration du terroir et du savoir-faire de la distillerie J.M.

Rhum J.M

Scannez le QR code
pour en savoir plus sur
**la démarche engagée et
responsable de Rhum J.M**



LE COCHON CRÉOLE DE MARTINIQUE



Dans les pages qui suivent, nous explorons l'élevage et la valorisation du cochon créole en Martinique, une initiative menée par le Parc Naturel Régional de Martinique (PNRM) depuis 2016. Cette espèce porcine, considérée comme un descendant du porc ibérique Pata Negra, est élevée pour sa qualité gustative exceptionnelle. Ce dossier met en avant les efforts de Mathurin Pajoul, un pionnier dans l'élevage de cette race pure en Martinique. L'élevage se fait en plein air, dans des conditions naturelles, pour maintenir une qualité de viande supérieure. Le document traite également des défis économiques et de la possibilité de créer une filière de transformation pour rendre l'élevage plus rentable, tout en préservant les traditions et le patrimoine local.

Le cochon créole de Martinique, une viande d'exception

Quel meilleur moment pour parler du cochon de Martinique que les veilles de Noël puisqu'il est en somme, l'invité de marque de nos tables de fête ?

Depuis 2016, le Parc Naturel Régional de Martinique, PNRM a initié une étude expérimentale autour de l'élevage du cochon créole, le cochon noir sauvage des forêts de Martinique dit aussi dans le temps, cochon planche. Selon les travaux et les recherches menés par l'Institut National de Recherche pour l'Agriculture, l'Alimentation et l'Environnement, INRAE, ce porc créole de Martinique est très original, il présente de forts liens et serait même le descendant du porc ibérique réputé pour sa grande qualité gustative : le fameux PATA NEGRA d'Espagne ! Cette démarche s'inscrit dans le cadre d'une réhabilitation et d'une valorisation des produits patrimoniaux locaux comme le mouton Martinik, le café et le cacao. L'objectif de ce projet est de parvenir à pérenniser un élevage d'exception avec une alimentation saine et une traçabilité des animaux. Nous avons rencontré, pour en parler, Mathurin Pajoul, sur ses terres de la Médaille à Balata, premier éleveur à se lancer dans cette aventure et premier « naisseur » de cochons créoles pure race, ainsi que Loïk Bourgeois, directeur de la formation et du développement local au PNRM.



➤ Mathurin PAJOU

Mathurin Pajoul, fait partie des rares éleveurs qui ont adhéré, dès le début, au projet d'élevage de cochon créole pure race. Il a même été le premier et se souvient « Je recherchais ce cochon là depuis des années, et j'ai entendu parler du projet du Parc. Ils m'ont donné quelques reproducteurs sauvages capturés. J'ai été le premier à être dans la filière, c'est avec mes petits qu'on a pu distribuer aux autres éleveurs. Il y avait auparavant des producteurs qui faisaient du cochon créole mais il s'agissait de croisements. Dans cette expérimentation, il faut absolument faire de la pure race, c'est-à-dire la race sauvage domestiquée. »

Son élevage, situé aux pieds des Pitons, dans une nature sauvage, s'étend sur un hectare de terre où les cochons

évoluent librement en plein air. Soixante dix spécimens de tous âges y vivent dans un milieu proche de leur gîte naturel, seulement retenus en bordure de terrain par des barrières électrifiées, « On a récupéré ces cochons là dans la nature, on essaie de les maintenir dans le même environnement, ils sont libres et ils courent, ils ont du muscle, ce sont des sportifs ! »

Ce cochon créole, de couleur noire ou « domino » (noir à tâches roses), a certaines caractéristiques, par exemple, on dit qu'il a le pied plat, contrairement aux races européennes qui se tiennent « sur la pointe des pieds », il a une manière particulière de se mettre debout. Il est moins haut. C'est une race à croissance lente, il attend douze mois avant d'être abattu, contre six mois pour un cochon européen. Ce qui veut dire que l'engraissement, le nourrissage, dure plus longtemps car la nourriture sauvage ne suffirait pas à l'élevage. Monsieur Pajoul explique, « On les nourrit avec une alimentation variée, des fruits, de l'herbe, de la canne, c'est hyper diversifié, il faut maintenir la bête dans une alimentation la plus naturelle possible, pour avoir la qualité de viande voulue. »

Au terme de l'expérimentation, une filière de transformation pourrait voir le jour, car, selon l'éleveur, « La viande vendue au kilo ne sera pas assez rentable. Le prix de



vente au public, pour un cochon de 35 à 40 kilos qui vit un an, devrait avoisiner 30€ le kilo, pour être rentable. Ce qui ne sera pas facile à faire admettre au consommateur, il n'a pas l'habitude de payer son cochon à ces prix-là ! Il faudra le transformer en jambon, pâté, saucisse, saucisson... Sur les marchés, nous avons essayé de vendre la viande à 15€ le kilo, mais nous sentons bien que les gens ne sont pas prêts à payer la qualité. Pourtant, il y a certainement une petite clientèle pour cela, prête à manger moins de viande mais de meilleure qualité. On retrouve du goût, on avait ce cochon là dans le temps, on retrouve ce goût. Il y a des efforts à faire. L'élevage de cochon en plein air n'est pas facile, on fait des sacrifices pour donner de la qualité aux gens, alors il faut que les consommateurs fassent un petit effort aussi. Comme pour la viande de bœuf, on n'achète pas une côte de bœuf tous les jours ! »

« **TOUTT KOCHON NI SANMDI-YO, TOUTT KOCHON NI JOU A NOUËL A-YO** » ”

Et, si Mathurin Pajoul croit tellement en ce projet, c'est peut-être en souvenir de son enfance, quand on tuait le cochon planche à la maison et en famille. Il se souvient, « On se réveillait à 3h30 du matin, enfant, j'étais là, je regardais tout, je participais et ce que j'aimais dans cette ambiance-là, c'était l'odeur des épices pour le boudin. J'avais déjà compris tout enfant que quand on élève une bête c'est pour la manger ! » Et pour en savoir plus sur ce cochon ancré de multiples manières dans la tradition et le patrimoine local, il y a l'excellent ouvrage « Le grand livre du cochon créole », de William Rolle et Wilfrid Tereau, préfacé par Gilbert Pago, où l'on retrouve illustrées, les magnifiques recettes du grand chef martiniquais Jean-Charles Bredas... Une véritable inspiration pour les fêtes de Noël !

Nathalie Laulé

Retrouvez Mathurin Pajoul sur le Marché de Noël Schoelcher, place des Ara-waks, le 16 décembre prochain.



La Martinique, avec ses diverses particularités agricoles, se distingue par une démarche scientifique unique visant à préserver et caractériser une race de cochon locale : le cochon créole. Loïk Bourgeois, directeur de la formation et du développement local au Parc Naturel Régional de Martinique (PNRM), conduit ce projet ambitieux. Dans cette interview, il explique la différence entre le cochon planche, le cochon noir, et le cochon créole, tout en mettant en lumière l'importance de cette initiative pour la biodiversité et l'économie de notre île.

Loïk Bourgeois,

directeur de la formation et du développement local au PNRM

Antilla : Quelle est la différence entre cochon planche, cochon noir et cochon créole ?

Loïk Bourgeois : Le PNRM est actuellement engagé dans un programme de caractérisation de la race « cochon créole » de la Martinique. On parle de race patrimoniale. Les termes généralement utilisés cochon planche, cochon créole ou cochon noir ne sont pas forcément scientifiques. Ce qu'il faut savoir c'est qu'à l'origine de ce cochon créole, il y a des populations de cochons qui se sont retrouvés à l'état sauvage dans les forêts de la Martinique et leur origine génétique a pu être retracée et remonte à des cochons ibériques. Avec tout un volet historique réel ou supposé puisqu'ils pourraient avoir

été amenés par les colons espagnols. Leur patrimoine génétique les lie au cochon Pata Negra que l'on connaît pour sa valeur et qui est aussi un cochon noir ; Au-delà de la couleur ce sont des caractéristiques physiques, les phénotypes, avant même les analyses génétiques, la forme du museau, de la dentition, par exemple, qui ont permis de déterminer cette appartenance.



A : Les cochons qui sont à la base de l'expérimentation, ont-ils été capturés à l'état sauvage ?

LB : Oui ce sont des populations férales, c'est-à-dire des spécimens introduit à l'origine qui sont retournées à l'état sauvage et ont vécu en populations autonomes dans les forêts. Les gens les capturaient déjà pour en faire du cochon planche bien avant qu'on importe du cochon rose. C'est aussi pour cela que c'est une espèce patrimoniale.

A : Comment a démarré ce programme expérimental et quels en sont les objectifs ?

LB : Ce programme a été initié avec l'INRAE car tout est parti de leurs constats et de publications. A partir de 2016, les recherches génétiques ont permis de démontrer ce lien

avec le Pata Negra. On a toujours vu qu'il y avait un lien avec le cochon planche mais il a fallu le démontrer. Il y a un potentiel de développement économique à haute valeur ajoutée puisqu'il s'agit de descendants de Pata Negra. La première étape pour nous était de caractériser la race, c'est-à-dire comment peut-on définir les caractéristiques du cochon créole de Martinique, comme cela a été fait avant pour l'agneau Matinik. La caractérisation de race est un processus très précis, il s'agit de déterminer par de l'expérimentation ce qui définit une race.

A: Comment s'est déroulée cette expérimentation ?

LB : Il y a eu des captures de porcs sauvages et des analyses génétiques de l'INRAE sur ces spécimens pour s'assurer qu'il s'agissait bien du cochon noir et non pas d'animaux récemment enfuis d'un élevage. A partir de là, nous avons développé des plans de reproduction à petite échelle, entre mâles et femelles de cette même race. Le but est d'avoir une population en captivité avec une reproduction maîtrisée pour éviter la consanguinité. Cela permettra donc, génération après génération, à partir des codes génétiques et des caractéristiques morphologiques de déterminer la race du cochon créole, d'établir un cahier des charges.



A: Combien d'éleveurs participent-ils à ce programme ?

LB : Il y avait dans une première phase, trois éleveurs impliqués. Cette phase était vraiment axée sur les protocoles scientifiques, les modes de reproduction, d'alimentation, on était vraiment sur de la recherche et du développement. Cette année, nous avons relancé le projet avec une nouvelle méthodologie, sur la base des résultats de cette expérimentation. A présent, nous voulons passer à une prochaine étape plus proche du tissu économique et de sa réalité, avec un projet de convention avec la Chambre d'Agriculture qui a un rôle fédérateur. Nous devons prévoir des protocoles définis pour la sécurisation des naissances, l'engraissement. Cela devrait concerner à terme une quinzaine d'éleveurs. Le but étant de créer une filière. Mais tout cela se fera petit à petit. Nous devons auparavant structurer et consolider la filière, étudier le

➤ Vente de cochon en circuit court

marché pour que les éleveurs à terme soient en capacité de répondre à la demande.

A: Peut-on déjà trouver du cochon créole sur les étals ?

LB : On en a toujours trouvé. Avant le cochon en Martinique c'était le cochon planche avec évidemment des croisements qui n'étaient pas contrôlés. Toute la valeur ajoutée que recherche le Parc est de pouvoir caractériser la race de façon précise en vue de pouvoir certifier avec des garanties de traçabilité qu'il s'agit bien d'un cochon créole de Martinique avec toutes ses caractéristiques. Le Parc se situe dans le renouveau de la tradition avec les conditions qui sont à présent demandées par les consommateurs, le respect d'un cahier des charges.

Propos recueillis par Nathalie Laulé

Taxe d'habitation sur le logement étudiant, un « bug » de l'administration fiscale sème la panique chez les étudiants ultramarins et suscite l'indignation des parents...

Depuis quelques semaines, de nombreux contribuables dont les étudiants sont confrontés à des erreurs dans les avis de taxe d'habitation, suscitant l'inquiétude et la perplexité. Les dysfonctionnements semblent découler d'une campagne de déclaration obligatoire d'occupation des biens immobiliers, qui a pris une tournure chaotique selon les syndicats. Mais pour les étudiants d'outre-mer en métropole, déjà pénalisés par l'éloignement de leur foyer, cette erreur a pris d'autres proportions car elle à payer avant le 15 décembre, juste avant Noël alors que beaucoup ne peuvent pas rentrer chez eux. Témoignages, explications et solution.

Le cas de Jimmy, étudiant de 21 ans venant l'île de la Réunion, illustre cette situation délicate. Il a dû louer un petit appartement à Montpellier pour la durée de ses études et a reçu il y a dix jours, un avis de taxe d'habitation à son nom, lui réclamant 840€. Une somme colossale pour lui, alors qu'il ne pourra pas rejoindre sa famille à la Réunion pour Noël. Cette situation a généré une terrible angoisse, avec la perspective de l'endettement, d'autant qu'en contactant le service des impôts indiqué sur l'avis, l'agent lui a répondu : « Le logement étudiant est à présent considéré comme une résidence secondaire pour les étudiants inclus dans le foyer fiscal de leurs parents et donc soumis à cette taxe ». La seule solution pour éviter cette charge supplémentaire, alors qu'il n'y a plus de taxe d'habitation sur le logement principal, est alors

de sortir du foyer fiscal de ses parents, ce qui ne sera possible qu'à la prochaine déclaration d'impôts.

Autre cas, celui de Salomé, étudiante martiniquaise boursière à Nîmes, qui a reçu, pour un studio de 15m², un avis de taxe d'habitation à son nom de 1060€. Et des exemples dans la France entière se multiplient sur les réseaux sociaux alertant l'opinion et les médias nationaux qui s'emparent rapidement du sujet. En premier lieu, les étudiants concernés ont pu constater qu'il y avait sur leurs avis une majoration indiquée pour les « résidences secondaires », puis rapidement la presse a révélé une erreur de classification due au rattachement des étudiants au foyer fiscal de leurs parents, une assimilation erronée du logement étudiant à une résidence secondaire... Invité de France info, le 23 novembre dernier, le ministre de l'Économie, Bruno Le Maire, a lui-même reconnu un "bug" !

Cette confusion s'est étendue à divers cas, allant des jeunes enfants recevant des avis de taxe, à des propriétaires confrontés à des taxations sur des parties spécifiques de leur bien, comme des balcons ! Des situations souvent absurdes qui mettent en évidence la confusion des services administratifs. Cette confusion semble découler de la mise en place d'un nouveau service en ligne obligatoire pour les propriétaires, générant des erreurs dans la fiscalité. Les syndicats pointent du doigt le fiasco de la déclaration de biens immobiliers lancé en 2023. Cette démarche visait à identifier les rési-

dences secondaires pouvant être assujetties à la taxe d'habitation, mais s'est rapidement transformée en un processus complexe. Un cinquième des propriétaires n'ont finalement pas déclaré leurs biens.

Bien que cette taxation erronée soit réversible après réclamation, le processus est jugé chronophage par Solidaires Finances Publiques, avec des conséquences tant pour les contribuables que pour les agents des finances publiques, déjà en sous-effectifs. Notons que les étudiants sont eux, en pleine période de partiels, et doivent s'inquiéter de déposer des recours. La solution pour éviter cette taxation supplémentaire, semble résider dans une lettre de réclamation précisant le caractère étudiant du logement et demandant le dégrèvement ou exonération totale de la taxe. Le courrier postal doit être adressé sans tarder au centre des impôts émetteur avec les références de l'avis. Un numéro gratuit 0 809 401 401 a été mis en place. La réclamation peut aussi se faire dans votre espace particulier sur le site [Impots.gouv.fr](https://impots.gouv.fr), en accédant à la rubrique « Ma messagerie sécurisée ». Vous pouvez écrire à l'administration en choisissant le formulaire « Je signale une erreur sur le calcul de mon impôt » puis laissez-vous guider. Les impôts s'engagent à traiter votre demande dans les trente jours.

Il reste que pour le monde étudiant souvent en grande précarité, un sentiment supplémentaire d'indignation se dégage. Le cynisme de la situation n'aura échappé à personne au moment où la taxe d'habitation est soi-disant supprimée... Et les étudiants ultramarins et leurs parents, déjà particulièrement touchés par le coût des études en dehors de leurs territoires, constatent mieux que personne qu'il faut désormais des moyens conséquents et une vigilance accrue pour pouvoir mener des études à bien.

Nathalie Laulé

L'ilot Vins

L'Art du Vin

**DÉCOUVREZ
LE CATALOGUE
DES COFFRETS
GOURMETS 2023**

**FAITES PLAISIR
DÈS 26€⁹⁰**



**COMMANDEZ VOS PRODUITS FRAIS D'EXCEPTION
POUR LES FÊTES DE FIN D'ANNÉE***

Saumon Fumé | Huîtres | Caviar | Foie gras Godard | Letchis



**POUR ÊTRE SÛR DE FAIRE PLAISIR,
OFFREZ DES CHÈQUES CADEAUX !**



4 CAVES L'ILOT VINS

ZI JAMBETTE :

du lundi au vendredi : 8h > 15h30 • 0596 50 32 29 • jambette@lilotvins.com

CCIAL CARREFOUR CLUNY :

du mardi au samedi : 10h > 18h • 0596 60 29 43 • cluny@lilotvins.com

IM. LA FRÉGATE, ZONE DE MANHITY AU LAMENTIN :

du mardi au vendredi : 10h > 14h et 15h > 18h et le samedi : 10h > 17h non stop • 0596 51 58 81 • manhity@lilotvins.com

CCIAL MARIN VILLAGE II :

du mardi au vendredi : 10h > 13h - 13h30 > 18h et le samedi : 9h > 14h • 0596 68 91 51 • marin@lilotvins.com

WWW.ILOT-VINS.FR





FONDATION CLÉMENT

RÉVÉLATION!

ART CONTEMPORAIN DU BÉNIN

EXPOSITION 15.12.2023 – 31.03.2024

FONDATION CLÉMENT - LE FRANÇOIS - MARTINIQUE
WWW.FONDATION-CLEMENT.ORG

Exposition conçue par l'ADAC en partenariat
avec la Fondation Clément



ADAC AGENCE DE DÉVELOPPEMENT
DES ARTS ET DE LA CULTURE
MINISTÈRE DU TOURISME DE LA CULTURE ET DES ARTS DU BÉNIN